

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/10

G/TBT/W/11

29 août 1995

(95-2511)

**Comité du commerce et de l'environnement**  
**Comité des obstacles techniques au commerce**

## HISTORIQUE DES NEGOCIATIONS SUR LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE DU POINT DE VUE DES PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'ETIQUETAGE, DES NORMES DONT LE RESPECT EST VOLONTAIRE ET DES PROCEDES ET METHODES DE PRODUCTION NE SE RAPPORTANT PAS AUX CARACTERISTIQUES DES PRODUITS

### Note du Secrétariat

1. Le Secrétariat a élaboré la présente note pour répondre aux demandes formulées à la réunion du Comité du commerce et de l'environnement du 21 juin 1995 visant à ce que soit établi un historique des négociations du Tokyo Round et du Cycle d'Uruguay, sur le champ d'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce du point de vue des prescriptions en matière d'étiquetage, des procédés et méthodes de production ne se rapportant pas aux caractéristiques des produits et des normes dont le respect est volontaire.<sup>1</sup> Cette note traite donc d'un nombre donné de questions et ne vise pas à présenter un historique général des négociations, qui passerait en revue toutes les disciplines prévues dans les Accords du Tokyo Round et de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce ("les Accords OTC").
2. La Section I récapitule les débats qui ont porté sur différentes questions jugées pertinentes pour l'examen concernant les prescriptions en matière d'étiquetage, y compris le traitement de ces prescriptions dans les Accords OTC. La Section II aborde trois aspects différents: i) l'évolution dans le temps des définitions des expressions "norme" et "organisme à activité normative" qui sont données dans les Accords OTC, étude pouvant servir de point de départ à l'examen du traitement de ces expressions dans les accords; ii) les disciplines prévues dans les Accords OTC concernant l'élaboration, l'adoption et l'application des normes par différents types d'organismes à activité normative, à savoir une institution du gouvernement central, une institution publique locale, un organisme régional ou un organisme non gouvernemental; et, iii) les disciplines prévues dans les Accords OTC pour les différents types d'organismes d'évaluation de la conformité. La Section III récapitule les débats qui ont porté sur le traitement des procédés et méthodes de production dans les Accords OTC.
3. S'agissant des débats du Comité du commerce et de l'environnement sur les normes relatives à l'éco-étiquetage dont le respect est volontaire, il convient de noter les points suivants:
  - a) D'après les décisions des Comités des obstacles techniques au commerce du Tokyo Round et de l'OMC, les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage doivent être notifiées conformément aux dispositions de l'article 2.9 de l'Accord OTC quel que soit le genre de renseignements qui figurent sur l'étiquette. Par analogie, les normes

---

<sup>1</sup>Le Secrétariat a élaboré cette note sous sa propre responsabilité. Il a utilisé les comptes rendus des débats qui avaient eu lieu pendant les négociations ainsi que les documents qui avaient été distribués aux groupes de négociation ou au Comité des obstacles techniques au commerce.

relatives à l'étiquetage dont le respect est volontaire doivent être notifiées conformément aux dispositions de l'article 4 et de l'Annexe 3 (Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes) de l'Accord OTC quel que soit le genre de renseignements qui figurent sur l'étiquette.

- b) L'article 4 et l'Annexe 3 de l'Accord OTC contiennent des dispositions sur l'élaboration, l'adoption et l'application des normes dont le respect est volontaire pour des usages communs et répétés. Les institutions à activité normative des gouvernements centraux doivent respecter ces dispositions, qui prévoient notamment l'application non discriminatoire des normes, la prévention des obstacles non nécessaires au commerce et la notification périodique des normes en cours d'élaboration étant entendu que les parties intéressées des autres Membres de l'OMC peuvent présenter leurs observations au sujet des projets de normes et qu'il est tenu compte de ces observations. Les autres organismes à activité normative, y compris les organismes non gouvernementaux, prenant part à l'élaboration de normes pour des usages communs et répétés sont invités à accepter et respecter le Code de pratique reproduit à l'Annexe 3 de l'Accord OTC. Qu'un organisme à activité normative accepte ou non le Code de pratique, les Membres de l'OMC sont tenus aux termes de l'article 4 de l'Accord OTC de prendre toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que l'organisme respecte les dispositions de ce Code de pratique. En outre, les Membres ne doivent pas prendre de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ledit organisme à activité normative à agir d'une manière incompatible avec le Code de pratique. Les articles 5 à 9 de l'Accord OTC contiennent des dispositions analogues se rapportant aux procédures d'évaluation de la conformité d'un produit à une norme, appliquées par des institutions du gouvernement central, des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux.
- c) Les normes fondées sur les procédés et méthodes de production (PMP) se rapportant aux caractéristiques d'un produit sont clairement admises dans le cadre de l'Accord OTC, sous réserve qu'elles soient appliquées conformément aux disciplines fondamentales énoncées dans cet accord. L'historique des négociations indique que de nombreux participants ont estimé qu'il ne fallait pas considérer que les normes fondées entre autres choses sur des PMP ne se rapportant pas aux caractéristiques d'un produit remplissaient les conditions requises pour être traitées comme des normes conformes à l'Accord OTC.

Vers la fin des négociations, certaines délégations ont proposé de modifier l'énoncé des "définitions" figurant à l'Annexe 1 de l'Accord pour indiquer sans ambiguïté que seuls les PMP se rapportant aux caractéristiques des produits entraient dans le cadre de l'Accord; bien que, selon les comptes rendus des débats, aucun participant ne s'y soit opposé, il n'a pas été possible, à ce stade final des négociations, de parvenir à un consensus sur cette proposition.

## I. PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'ETIQUETAGE

### i) Négociations du Tokyo Round

4. Les premiers travaux dans le domaine des prescriptions en matière d'étiquetage ont été réalisés par le Groupe de travail n° 3, établi par le Comité du commerce des produits industriels en décembre 1969 pour examiner, entre autres choses, l'application déraisonnable des normes et des prescriptions concernant l'emballage, l'étiquetage et le marquage (L/3298). Ce groupe avait pour tâche

d'explorer les possibilités d'action concrètes eu égard aux normes constituant des obstacles au commerce, en se basant sur les renseignements contenus dans le Catalogue des mesures non tarifaires et paratarifaires<sup>2</sup> et sur ceux qui pourraient être fournis ultérieurement (L/3496, page 56).

5. Après avoir procédé à l'examen des notifications figurant dans le Catalogue, le Groupe a indiqué que les problèmes qui se posaient dans le domaine de l'étiquetage étaient dus au fait que les règlements étaient souvent trop détaillés ou excessivement rigoureux et que les pays avaient adopté des pratiques différentes. Le Groupe a noté, entre autres éléments pertinents, que le type de renseignements requis, les modes de présentation et les langues devant être utilisées variaient en fonction des pays et qu'en augmentant les coûts de production, les prescriptions en matière d'étiquetage pouvaient constituer des obstacles au développement du commerce international.

6. S'agissant des disciplines du GATT, il a été considéré que le GATT ne traitait pas explicitement des questions d'étiquetage et d'emballage, mais que le "traitement national" accordé aux produits importés au titre de l'article III du GATT, et en particulier au titre de l'article III:4, serait applicable aux lois et règlements adoptés par les pays dans le domaine de l'étiquetage.<sup>3</sup> Plusieurs délégations se sont toutefois déclarées préoccupées par les effets négatifs que ces prescriptions risquaient d'avoir sur le commerce; en février 1971, par exemple, le Comité du commerce des produits industriels concluait, dans son deuxième rapport au Conseil, que "les réglementations en matière ... d'étiquetage ..., dont beaucoup [étaient] destinées à protéger les consommateurs, [pouvaient] également avoir des effets préjudiciables au commerce" (L/3496). On a donc souligné qu'il était nécessaire d'avoir des disciplines appropriées pour les prescriptions en matière d'étiquetage dans le cadre du GATT. Il a été proposé que les questions de l'emballage et de l'étiquetage soient couvertes par les dispositions pertinentes qui étaient à l'étude pour les normes (L/3496, page 65). Le rapport du Groupe de travail n° 3 figure dans le document COM.IND/W/108 (en date du 25 juin 1973)<sup>4</sup>, qui comporte en annexe un "projet de code de pratique du GATT à l'effet d'empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce" ("projet de Code de la normalisation").

7. Les discussions sur les questions touchant aux prescriptions en matière d'étiquetage se sont poursuivies et, dans ce contexte, on a appelé l'attention des délégations sur les travaux réalisés dans ce domaine par le Comité de la politique à l'égard des consommateurs réuni dans le cadre de l'OCDE, qui avait publié en 1972 un rapport sur l'étiquetage obligatoire et volontaire, en se référant particulièrement au cas des textiles. Le document de l'OCDE indiquait que l'étiquetage obligatoire devait être destiné à protéger la santé et la sécurité du consommateur (produits dangereux), ou à lui fournir des renseignements sur les caractéristiques du produit (poids, volume, etc.). Il établissait en outre une distinction entre différents types d'étiquetage non obligatoire.<sup>5</sup>

---

<sup>2</sup>En novembre 1967, les PARTIES CONTRACTANTES ont décidé d'inscrire à leur programme de travail l'établissement d'un catalogue des obstacles non tarifaires et paratarifaires au commerce international. Ce catalogue a été dressé à l'aide de notifications envoyées par les parties contractantes et regroupées par le secrétariat (voir document L/3298).

<sup>3</sup>Voir COM.IND/W/114, page 1. Cet argument a par la suite été repris, par exemple, dans le document MTN/3B/23, page 15.

<sup>4</sup>Un corrigendum daté du 30 octobre 1973 a par la suite été distribué sous la cote COM.IND/W/108/Corr. 1.

<sup>5</sup>Selon l'OCDE, il existait quatre principaux types d'étiquetage non obligatoire: i) systèmes d'étiquetage d'information appliqués par des organismes spécialisés et principalement destinés à donner des informations sur la composition et la performance des produits; ii) systèmes d'étiquetage appliqués par diverses organisations privées telles que les organismes de normalisation; iii) recommandations émises par les organismes de normalisation et par les gouvernements; et iv) mise en oeuvre par des associations professionnelles ou d'autres groupes industriels de systèmes complémentaires. Pour plus de précisions, voir le document COM.IND/W/114.

8. A sa réunion de février 1974, le Comité des négociations commerciales a établi le Groupe 3 b) qu'il a chargé, entre autres choses, de la question de l'étiquetage. Le Groupe devait en particulier examiner les travaux d'autres organisations dans ce domaine et déterminer ensuite si les prescriptions en matière d'étiquetage pouvaient être couvertes par le projet de Code de la normalisation à l'effet d'empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce ou relever d'un instrument juridique distinct. En juillet 1974, le Groupe a présenté un rapport au Comité des négociations commerciales (MTN/3) dans lequel il indiquait que ses membres s'accordaient largement à considérer que les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage devraient être harmonisées au plan international, que les organisations internationales compétentes devraient être utilisées à cette fin<sup>6</sup> et que le GATT devrait prêter son appui à ces travaux. D'autres suggestions ont également bénéficié d'un large soutien: par exemple, nécessité d'établir des procédures de consultation préalable sur les prescriptions obligatoires en matière d'emballage et d'étiquetage, instauration d'un délai de grâce avant l'institution de nouvelles prescriptions (sauf impossibilité pour des raisons urgentes de sécurité et de santé), nécessité de faire connaître les nouvelles prescriptions à l'étude en matière d'emballage et d'étiquetage et de tenir compte des observations des parties concernées, notification au secrétariat du GATT des modifications apportées aux prescriptions et nécessité de faire une distinction entre les biens de consommation et les autres marchandises. Il a également été suggéré que l'on voie s'il serait utile de dresser un catalogue de références aux pratiques, dispositions et législations nationales en matière d'étiquetage, indiquant sommairement les produits ou les domaines couverts, précisant si elles étaient conformes à des normes internationales ou à des dispositions d'autres pays et signalant les services compétents pour les élaborer et les administrer. Le Groupe a également examiné une suggestion visant à établir des points d'information où il serait possible de se renseigner sur les réglementations en matière d'emballage et d'étiquetage et à prévoir des procédures de consultations en cas de difficulté (MTN/3B/23, page 17).

9. Les pays en développement ont fait observer que le coût des prescriptions en matière d'étiquetage était plus élevé pour leurs produits que pour ceux des autres pays, ce qui imposait à leur commerce des charges disproportionnées. Ils accepteraient donc toute solution permettant de simplifier et d'harmoniser les prescriptions en matière d'étiquetage et appuyaient vivement l'établissement de points d'information et la fourniture d'une assistance technique. Toutefois, on a considéré qu'il était prématuré à ce stade d'arrêter l'approche qui devrait être adoptée.

10. Le rapport du Groupe 3 b) indiquait aussi qu'il était largement admis que les problèmes pourraient sans doute, dans l'avenir, être plus importants que ceux qui ressortaient du Catalogue, car la tendance à la multiplication des prescriptions semblait devoir se poursuivre. Plusieurs délégations étaient d'avis que le projet de Code de la normalisation comportait les dispositions nécessaires pour traiter la plupart des questions qui avaient été soulevées. D'autres, en revanche, doutaient que ce projet traite tous les problèmes rencontrés dans ce domaine.

11. En mars 1975, le Groupe de négociation sur les mesures non tarifaires est convenu d'établir un Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" chargé de poursuivre les travaux sur l'étiquetage et d'élaborer des règles générales concernant les normes (MTN/NTM/1). Il est également convenu que "l'applicabilité de ces règles aux réglementations sanitaires qui visent les produits agricoles et les produits tropicaux devrait être examinée par les Groupes "agriculture" et "produits tropicaux"" (MTN/NTM/1, paragraphe 2).

12. Au cours des discussions générales sur le projet de Code de la normalisation, les délégations se demandaient toujours si les problèmes relatifs à l'étiquetage devaient être réglés par l'application de règles générales ou traités par groupes de produits, et si de telles règles devaient être insérées dans

---

<sup>6</sup>Le Groupe avait examiné les travaux d'autres organisations dans ce domaine en s'appuyant sur une note du secrétariat reproduite sous la cote MTN/3B/17.

le Code de la normalisation ou élaborées comme un ensemble de règles distinctes. Toutefois, la définition de l'expression "spécification technique" (en anglais, "standard") figurant à l'annexe 1 du projet de Code de la normalisation incluait les spécifications concernant l'étiquetage, dans la mesure où elles visaient les produits plutôt que les procédés (MTN/NTM/W/5; voir le paragraphe 28 ci-dessous pour la définition).

13. En mai 1975, le Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" est convenu que le "projet de Code de la normalisation" constituerait la base des travaux futurs et pourrait prendre la forme d'un code ayant valeur obligatoire. Il a été admis que le projet de code traitait d'une manière générale d'un grand nombre de problèmes qui se posaient dans le domaine de l'étiquetage et que ce domaine pouvait donc être couvert par les dispositions du Code; les délégations avaient toutefois la faculté de proposer des modifications à apporter au texte (et aux définitions) de façon à ce que tous les aspects liés à l'étiquetage soient pris en considération de façon appropriée (MTN/NTM/3).

14. Le Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" s'est réuni plusieurs fois entre la fin de 1975 et 1979, et de nombreuses modifications ont été apportées au Code, qu'il s'agisse du fond ou de la forme. Toutefois, la question de savoir si le champ d'application du nouveau Code englobait le domaine de l'étiquetage n'a plus été posée.

15. Le texte final de l'Accord du Tokyo Round relatif aux obstacles techniques au commerce ("Accord OTC") a été distribué le 29 mars 1979 (MTN/NTM/W/192/Rev.5). Dans l'annexe 1 (Termes et définitions pour les besoins spécifiques de l'accord), l'expression "spécification technique" est définie comme suit:

*"Spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriétés d'emploi, la sécurité, les dimensions. Elle peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions applicables à un produit en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage."*

ii) Négociations du Cycle d'Uruguay

16. Il n'existe aucun compte rendu des discussions sur le traitement des prescriptions en matière d'étiquetage dans l'Accord OTC qui ont eu lieu pendant les négociations du Cycle d'Uruguay. Les définitions figurant dans l'annexe 1 de l'Accord ont toutefois été modifiées et, au vu des débats ultérieurs au sein du Comité des obstacles techniques au commerce, il convient de noter l'inclusion du mot "aussi" dans la deuxième phrase des définitions des expressions "règlement technique" et "norme". Cette modification a été apportée à la suite d'une proposition présentée par les pays nordiques en juin 1990 (TBT/W/145), qui est exposée au paragraphe 21 ci-dessous, mais il n'existe pas de compte rendu des débats ayant eu lieu à cette période qui permette de comprendre quel était le but recherché par les négociateurs en introduisant ce mot.

iii) Discussions au sein du Comité des obstacles techniques au commerce du Tokyo Round

17. A la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce du 31 mai 1991, certaines délégations ont dit qu'il serait utile de préciser les liens entre les prescriptions en matière d'étiquetage et les dispositions de l'Accord OTC (TBT/M/40). Une partie a signalé qu'un règlement mexicain introduisant certaines modifications de l'étiquetage des produits textiles était entré en vigueur, qui n'avait pas été notifié dans le cadre de l'accord. Selon la délégation mexicaine, ce règlement prévoyait que l'étiquetage de certains produits textiles devait comporter des "informations commerciales, que les produits soient d'origine nationale ou importés, mais cette prescription ne fixait pas de normes de qualité,

de sorte que les autorités mexicaines ne pensaient pas qu'il s'agissait d'un règlement technique au sens de l'annexe 1 de l'Accord". Le Mexique a demandé davantage d'éclaircissements sur le champ d'application de l'Accord pour ce qui concernait les "prescriptions en matière d'étiquetage", en particulier sur les obligations de notifier les prescriptions en matière d'étiquetage qui ne contenaient pas de "spécifications techniques".

18. S'agissant des définitions figurant à l'annexe 1.1 de l'Accord, le Mexique était d'avis qu'"il fallait rapprocher la première et la deuxième phrase du premier paragraphe, de sorte que seules les prescriptions en matière d'étiquetage comportant des spécifications techniques relatives aux produits étaient visées par l'Accord" (TBT/M/40).

19. Le Comité des obstacles techniques au commerce a tenu une réunion informelle à la fin du mois de juin 1991 pour approfondir l'examen de la question en se fondant sur une note du Secrétariat répertoriant plus de 250 notifications en matière d'étiquetage qui avaient été présentées au titre de l'Accord OTC, dont 14 portaient sur des prescriptions relatives à l'étiquetage des textiles et produits textiles. Le secrétariat avait également fait l'observation informelle suivante (TBT/Spec/23):

"L'article 2.5 de l'Accord traite des "règlements techniques ou normes" qui sont "susceptibles d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux d'autres Parties". En vertu de l'article 2.5.2 de l'Accord, tous les règlements techniques de ce genre doivent être notifiés. Les règlements techniques sont définis à l'annexe 1 de l'Accord comme étant des spécifications techniques obligatoires, et les prescriptions en matière d'étiquetage sont reconnues expressément comme étant un type possible de spécification technique. Il semblerait donc que, dès lors qu'il est obligatoire qu'un produit porte une étiquette pour entrer sur le marché national et que la prescription en matière d'étiquetage est susceptible d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux, cette prescription devrait être notifiée. Cette conclusion semblerait valoir indépendamment de ce qui est imprimé sur l'étiquette. Il se peut que, dans certaines circonstances, des spécifications techniques doivent être imprimées sur l'étiquette; mais, même si l'étiquette ne comporte rien d'autre que des renseignements destinés aux consommateurs (par exemple des directives sur le nettoyage ou le lavage), il semblerait qu'il doive y avoir notification dès lors que l'étiquette est obligatoire et est susceptible d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux."

20. Au cours du débat sur cette question, le représentant du Mexique a déclaré qu'à son avis la deuxième phrase de l'annexe 1.1 de l'Accord "servait à illustrer la première". Aussi, une prescription en matière d'étiquetage ne devait être notifiée que si elle contenait des spécifications relatives au produit.

21. Le représentant de la Finlande a émis un point de vue opposé en disant que l'intention des rédacteurs avait été que la deuxième phrase de l'annexe 1.1 "s'ajoute à la première et n'en soit pas une simple illustration" de sorte que toutes les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage devaient être notifiées indépendamment des renseignements imprimés sur l'étiquette. Selon la Finlande, cette vue était corroborée par l'inclusion des "méthodes d'essai" dans la deuxième phrase de l'annexe 1.1; une méthode d'essai ne pouvait pas comporter de spécifications techniques qui définissaient les "caractéristiques requises d'un produit" et il était pourtant clair qu'elle était couverte par l'expression "spécifications techniques". En outre, le nouveau projet de texte de l'Accord qui avait été négocié dans le cadre du Cycle d'Uruguay comportait le mot "*aussi*" au début de la deuxième phrase de l'annexe 1.1, ce qui étayait l'hypothèse selon laquelle la deuxième phrase s'ajoutait à la première. Les prescriptions en matière d'étiquetage qui n'étaient pas obligatoires étaient, quant à elles, couvertes par la définition du terme "norme" donnée à l'annexe 1.3 et devaient être notifiées aux autres Parties intéressées qui en faisaient la demande conformément à l'article 2.5.3 de l'Accord. Les Etats-Unis et les Communautés européennes partageaient le point de vue de la Finlande.

22. Le Mexique a proposé que soit arrêtée une position commune formelle sur le point de savoir si toutes les prescriptions en matière d'étiquetage étaient couvertes par l'annexe 1.1 de l'Accord et si tous les signataires avaient le droit, au titre de l'article 2.5.3 de l'Accord, de demander des renseignements sur les normes en matière d'étiquetage.<sup>7</sup>

23. A l'issue de consultations, le Président du Comité a recommandé l'adoption d'une décision formelle visant à éviter que d'autres problèmes ne se posent au sujet de l'application de l'Accord OTC aux prescriptions en matière d'étiquetage. Un projet de décision a été distribué à toutes les parties le 17 juillet 1992 (TBT/W/159) et, à sa réunion d'octobre 1992, le Comité a formellement adopté la décision. Celle-ci est libellée comme suit:

"Conformément à l'article 2.5 de l'Accord, les Parties sont tenues de notifier toutes les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage qui ne sont pas fondées en substance sur une norme internationale pertinente et qui sont susceptibles d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux d'autres Parties. Cette obligation ne dépend pas du genre de renseignements qui figurent sur l'étiquette, qu'ils s'apparentent à une spécification technique ou non" (TBT/16/Rev.5).

24. A sa réunion du 14 juillet 1995, le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC a formellement adopté la même décision, à ceci près que le mot "Parties" a été remplacé par le mot "Membres" (G/TBT/1/Rev.1 et G/TBT/M/2).

## II. NORMES DONT LE RESPECT EST VOLONTAIRE

25. La présente section couvre trois aspects des disciplines concernant les normes dont le respect est volontaire, qui sont prévues par l'Accord OTC du Tokyo Round et par l'Accord OTC de l'OMC. Elle résume d'abord l'évolution de la situation en ce qui concerne les définitions de "norme" et d'"organisme à activité normative" reprises dans les Accords OTC, ce qui pourrait servir à évaluer dans quelle mesure ces termes sont visés par les Accords. La deuxième partie traite d'abord de l'élaboration, de l'adoption et de l'application des normes et récapitule ensuite les aspects pertinents concernant l'évaluation de la conformité. S'agissant des normes dont le respect est volontaire, la présente section donne un aperçu des principaux aspects des négociations sur les disciplines imposées aux différents types d'organismes à activité normative et d'évaluation de la conformité. Un point important à cet égard concerne les différences qui existent entre les disciplines imposées aux institutions des gouvernements centraux et celles qui s'appliquent aux autres organismes, en particulier aux organismes non gouvernementaux.

### 1. Définitions de "norme" et d'"organisme à activité normative"

#### i) Négociations du Tokyo Round

26. Dès 1969, les délégations ont souligné que, pour réglementer l'application des normes, il était important d'établir une nette distinction entre les réglementations obligatoires et les normes dont le respect est volontaire. Alors que les premières étaient le fait des gouvernements, les secondes étaient généralement instituées sur le plan régional, national ou international par des organismes privés. La distinction était importante car il en résultait des possibilités et des limites différentes en ce qui concernait l'action de l'Etat (L/3496).

---

<sup>7</sup>Une étiquette peut constituer une marque de conformité à une norme ou à un règlement technique donnés. Voir la Section II ci-dessous pour l'examen du champ d'application des Accords OTC en ce qui concerne l'évaluation de la conformité.

27. En juin 1974, les fonctionnaires gouvernementaux chargés des politiques de normalisation au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe ont adopté une série de définitions dans le domaine de la normalisation, en vue de résoudre en partie le problème découlant du manque d'harmonisation des normes internationales. Selon ces définitions<sup>8</sup>, il fallait entendre par "norme" (en anglais, "standard") ce qui suit:

*"Spécification technique ou autre document accessible au public, établi avec la coopération et par le consensus ou l'approbation générale de toutes les parties intéressées, fondé sur les résultats conjugués de la science, de la technologie et de l'expérience, visant à l'avantage optimal de la communauté dans son ensemble et approuvé par un organisme qualifié sur le plan national, régional ou international."*

*Note 1: Une spécification technique correspondant à toutes les conditions de la définition peut parfois être désignée par d'autres termes, par exemple: "recommandation".*

*Note 2: Dans certaines langues le mot "norme" est souvent utilisé dans un sens qui diffère de celui donné dans cette définition et peut viser, dans ce cas, une spécification technique ne répondant pas à toutes les conditions de cette définition, par exemple "norme d'entreprise".*

L'expression "organisme à activité normative" était définie comme suit:

*"organisme gouvernemental ou non gouvernemental dont l'une des activités reconnues se rattache au domaine de la normalisation".*

28. Comme le Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" l'avait demandé à sa réunion de mars 1975, le secrétariat a préparé une note d'information sur les normes (MTN/NTM/W/5) comprenant, entre autres choses, un "projet de code de pratique du GATT à l'effet d'empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce". Dans l'annexe 1 de ce projet de code, l'expression "spécification technique" (en anglais, "standard") était définie comme suit:

*"Toute spécification qui définit quelques-unes ou l'ensemble des propriétés d'un produit en termes de qualité, de pureté, de nutrition, de propriétés d'emploi, de dimensions ou d'autres caractéristiques. Il couvre également, lorsque cela est applicable, des spécifications concernant l'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage, dans la mesure où elles visent les produits plutôt que les procédés. En sont exclues les spécifications techniques qui sont élaborées à l'usage d'une seule entreprise, publique, semi-publique ou privée, aux fins de la propre production de cette entreprise ou de ses achats."*<sup>9</sup>

29. Dans cette même annexe, une distinction était établie entre l'expression "réglementation technique" ("mandatory standard") et le terme "norme" ("voluntary standard"), ce dernier étant défini comme une *"spécification technique dont l'observation n'est pas obligatoire en droit"*. Quant aux organismes à activité normative, ils se répartissaient comme suit:

---

<sup>8</sup>Voir MTN/NTM/W/5, Appendice 2. Pour consulter les résultats d'une comparaison effectuée en 1975 entre les définitions du GATT et celles de la CEE, voir MTN/NTM/W/14.

<sup>9</sup>La version anglaise du document comportait une note de bas de page indiquant que le terme "standard" tel qu'il était utilisé dans le Code avait un sens plus large que celui qu'il avait habituellement.



Organisme de normalisation privé: *"Tout organisme non gouvernemental qui élabore des normes à l'usage du public. Certains de ces organismes sont des organismes nationaux de normalisation répondant à la définition donnée plus loin";*

Organisme national de normalisation: *"Organisme de normalisation reconnu sur le plan national, qui est, ou est habilité à devenir, membre d'organismes internationaux non gouvernementaux de normalisation";*

Organisme régional de normalisation: *"Tout organisme international, gouvernemental ou non gouvernemental, qui élabore des spécifications techniques et qui n'admet pas les organismes compétents de tous les adhérents à participer à cette élaboration";*

Organisme international de normalisation: *"Tout organisme international, gouvernemental ou non gouvernemental, dont l'autorité est reconnue et qui élabore des spécifications techniques et admet les organismes compétents de tous les adhérents à participer à cette élaboration".*

30. En mai 1975, des suggestions concernant les définitions ont été présentées au Sous-Groupe (MTN/NTM/W/12 et Add. 1) et il a été noté que la définition de l'expression "spécification technique" ("standard") donnée par le GATT était plus limitée que celle de la Commission économique pour l'Europe, car elle excluait les normes d'entreprise, les normes relatives à des services et les codes de pratique. En septembre 1975, le représentant de la Finlande a présenté une étude sur l'applicabilité des définitions communes de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO au projet de Code de la normalisation (MTN/NTM/W/18). Il a fait les recommandations suivantes: les expressions anglaises "mandatory standard" et "voluntary standard" devraient être remplacées par les expressions "technical specification" et "voluntary technical specification"; l'expression "organisme de normalisation privé" pourrait être éliminée de la série de définitions<sup>10</sup>; et il n'était pas nécessaire de conserver la notion d'"organisme de normalisation", car celle d'"organisme à activité normative" était suffisante aux fins d'application du Code.

31. Les pays nordiques ont proposé d'adopter les définitions communes de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO sans aucune modification et d'apporter tout aménagement nécessaire par la voie de notes distinctes (MTN/NTM/W/19, non souligné dans l'original). Le Sous-Groupe a décidé de comparer deux hypothèses: l'hypothèse A, qui reprenait la proposition des pays nordiques, et l'hypothèse B, qui consistait à apporter les aménagements au texte même des définitions sans faire appel à des notes distinctes (MTN/NTM/W/25). Les discussions au sujet de ces deux approches ont montré qu'il y avait des opinions divergentes sur la question.<sup>11</sup>

32. Le représentant de la Finlande a présenté une proposition visant à résoudre le problème (MTN/NTM/W/35). S'agissant de la définition de "standard" ("spécification technique"), il a fait observer que "la définition commune de la Commission et de l'ISO [était] à la fois trop large et trop restreinte pour les besoins du Code" et que la Commission pour l'Europe et l'ISO n'étaient guère désireuses d'y apporter des modifications. Il a donc proposé de faire suivre la définition commune de la Commission et de l'ISO d'une note qui, en fait, constituerait une nouvelle définition de l'expression considérée: *"Note: Pour les besoins du Code, on entend par "standard" ("spécification technique")*

---

<sup>10</sup>Il a été notamment proposé de remplacer l'expression "organismes de normalisation privés" par "organismes non gouvernementaux de normalisation" et "les institutions publiques locales, les organismes réglementaires autres que les institutions du gouvernement central, et les organismes de normalisation privés" par "les institutions de normalisation autres que les institutions du gouvernement central de leur ressort territorial".

<sup>11</sup>Voir par exemple les documents MTN/NTM/W/25/Add.1 et MTN/NTM/W/25/Add.2.

*toute spécification technique approuvée par un organisme agréé en vue de son application continue*" (non souligné dans l'original). Pour "organisme à activité normative", il a recommandé d'adopter la définition commune de la Commission et de l'ISO reproduite au paragraphe 27.

33. Les délégations ont fait des observations au sujet de la proposition finlandaise et présenté des suggestions additionnelles à la réunion du Sous-Groupe de janvier/février 1976 (MTN/NTM/W/37). D'une manière générale, on a recommandé que le sens de l'expression "organisme reconnu" soit précisé. Suggestion a été faite d'utiliser l'expression "organisme national reconnu à activité normative". On a fait remarquer que le terme "organisme" couvrirait également tout système national à activité normative et que l'expression "organisme à activité normative" s'entendait de tout organisme ou de toute organisation dont la fonction principale s'exerçait dans le domaine de la normalisation. Quant à la question de savoir ce que couvrirait le terme "norme", la CE a suggéré d'exclure les normes d'entreprise et les Etats-Unis ont proposé d'"exclure les normes qui étaient élaborées à l'usage d'une seule entreprise, publique, semi-publique ou privée, aux fins de la propre production de cette entreprise ou de ses achats pour sa propre consommation". Il a également été suggéré de définir le terme "norme" comme suit: "spécification technique approuvée par un organisme agréé à activité normative en vue de son application continue et générale".

34. A la demande du Sous-Groupe, le Secrétariat a distribué en mars 1976 un projet de code contenant d'autres versions des définitions fondées sur les deux hypothèses mentionnées plus haut (MTN/NTM/W/38). Le terme "norme" ("standard") y était défini comme suit:

#### Hypothèse A

*Spécification technique ou autre document accessible au public, établi avec la coopération et par le consensus ou l'approbation générale de toutes les parties intéressées, fondé sur les résultats conjugués de la science, de la technologie et de l'expérience, visant à l'avantage optimal de la communauté dans son ensemble et approuvé par un organisme qualifié sur le plan national, régional ou international.*

#### Notes de la Commission économique pour l'Europe

1) Une spécification technique correspondant à toutes les conditions de la définition peut parfois être désignée par d'autres termes, par exemple: "recommandation".

2) En certaines langues, le mot "norme" est souvent utilisé avec un sens qui diffère de celui donné dans cette définition et peut viser, dans ce cas, une spécification technique ne répondant pas à toutes les conditions de cette définition, par exemple: "norme d'entreprise".

#### Notes additionnelles

1) Pour les besoins du présent Code, le terme "norme" englobe toute spécification technique approuvée par un organisme agréé pour application continue.

2) Pour les besoins du présent Code, les mots "ou autres documents" sont supprimés.

#### Hypothèse B

*Toute spécification technique, approuvée par un organisme agréé pour l'application continue et dont l'observation n'est pas obligatoire en droit.*

Pour "organisme à activité normative", une seule définition a été donnée:

*Organisme gouvernemental ou non gouvernemental dont l'une des activités reconnues se rattache au domaine de la normalisation."*

35. En mai 1976, les Etats-Unis ont suggéré que l'expression "organisme à activité normative" soit supprimée et le Japon a proposé d'insérer le texte ci-après dans la définition de "norme": *"approuvée par une institution du gouvernement central, une institution publique locale, un organisme réglementaire autre qu'une institution du gouvernement central ou une institution publique locale, une organisation non gouvernementale ou tout autre organisme à activité normative, pour application continue et dont l'observation n'est pas obligatoire en droit"* (MTN/NTM/W/50). Le Sous-Groupe a demandé au représentant de la Finlande d'élaborer deux notes au sujet des définitions. Dans la première, le représentant indiquait les raisons pour lesquelles il existait des différences entre les définitions de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO et celles de l'hypothèse B (MTN/NTM/W/70) et proposait de supprimer l'expression "organisme à activité normative". Dans la deuxième, il proposait de résoudre le problème en combinant les deux hypothèses (MTN/NTM/W/86); il suggérait d'adopter pour "organisme à activité normative" la même définition que celle qui était donnée par la Commission économique pour l'Europe et l'ISO (voir le paragraphe 27) et de définir le terme "norme" comme suit:

*"Spécification technique approuvée par un organisme qualifié pour application continue et dont l'observation n'a pas été rendue obligatoire par un règlement."*

*Note: La définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO contient plusieurs éléments normatifs qui ne sont pas repris dans la définition ci-dessus. Pour les besoins du Code, les documents autres que les spécifications techniques sont exclus. Par contre, le Code vise aussi les spécifications techniques qui ne se fondent pas sur un consensus."*

Pour éviter tout chevauchement des travaux du GATT et de ceux de la CEE et de l'ISO, il était suggéré dans ce document que les définitions aient *"le sens qui leur est donné par les définitions que la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Organisation internationale de normalisation ont adoptées, compte étant tenu de leur contexte et de l'objet du présent Code. Toutefois, pour les besoins spécifiques du Code, les définitions reproduites à l'annexe I sont applicables"*.

36. La définition de "norme" a par la suite été modifiée de la façon suivante:<sup>12</sup>

*"Spécification technique approuvée par un organisme ~~qualifié pour application continue et reconnu à activité normative pour application répétée ou continue~~, dont l'observation ~~n'a pas été rendue obligatoire par un règlement~~ n'est pas obligatoire.*

***Note explicative:***

*La définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO contient plusieurs éléments normatifs qui ne sont pas repris dans la définition ci-dessus. ~~Pour les besoins du Code, les documents autres que les spécifications techniques sont exclus. Par contre, En conséquence,~~ le Code vise aussi les spécifications techniques qui ne se fondent pas sur un consensus"" (MTN/NTM/W/93).*

---

<sup>12</sup>Le texte qui a été ajouté aux définitions figure en caractères gras, tandis que le texte qui a été supprimé est barré.

37. La définition restée inchangée d'"organisme à activité normative" et la définition révisée de "norme" ont été incorporées dans l'annexe 1 du projet de Code de pratique à l'effet d'empêcher la mise en place d'obstacles techniques au commerce (MTN/NTM/W/94). Par la suite, une phrase (en caractères gras ci-dessous) a été ajoutée à la note explicative concernant le terme "norme":

Note explicative:

*La définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation contient plusieurs éléments normatifs qui ne sont pas repris dans la définition ci-dessus. En conséquence, l'accord vise aussi les spécifications techniques qui ne se fondent pas sur un consensus. **La définition ci-dessus ne comprend pas les spécifications techniques élaborées par une société pour les besoins de sa propre production ou de sa propre consommation.***

38. En mars 1979, une explication du terme "organisme" a été ajoutée à cette note explicative (MTN/NTM/W/192/Rev.4). En conséquence, l'annexe 1 (Termes et définitions pour les besoins spécifiques de l'accord) du texte final de l'Accord OTC du Tokyo Round contenait les définitions suivantes:

Normes

*"Spécification technique approuvée par un organisme reconnu à activité normative pour application répétée ou continue, dont l'observation n'est pas obligatoire."*

Note explicative:

*La définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation contient plusieurs éléments normatifs qui ne sont pas repris dans la définition ci-dessus. En conséquence, l'accord vise aussi les spécifications techniques qui ne se fondent pas sur un consensus. La définition ci-dessus ne comprend pas les spécifications techniques élaborées par une société pour les besoins de sa propre production ou de sa propre consommation. Le terme "organisme" couvre également tout système national à activité normative.*

Organisme à activité normative

*"Organisme gouvernemental ou non gouvernemental dont l'une des activités reconnues se situe dans le domaine de la normalisation."*

ii) Définitions données par la Commission économique pour l'Europe et l'Organisation internationale de normalisation après le Tokyo Round

39. Les définitions figurant dans l'Accord OTC du Tokyo Round étaient différentes de celles qui étaient utilisées par la Commission économique pour l'Europe et l'ISO. Les fonctionnaires gouvernementaux chargés des politiques de normalisation de la CEE se sont réunis en septembre 1981, entre autres choses pour harmoniser les définitions de la Commission économique pour l'Europe et de l'ISO et celles du GATT (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe - STAND/GE.1/R.54). La quatrième édition du Guide ISO/CEI 2 (1983) contenait des définitions révisées du terme "norme" et de l'expression "organisme à activité normative". Cette dernière était incluse dans la définition révisée du terme "norme":

*"Spécification technique ou autre document accessible au public, établi avec la coopération et par le consensus ou l'approbation générale de toutes les parties intéressées, fondé sur les résultats conjugués de la science, de la technologie et de l'expérience, visant à l'avantage optimal de la communauté dans son ensemble et adopté par un organisme à activité normative."*

NOTES:

1. *Un document correspondant à toutes les conditions de la définition peut parfois être désigné par d'autres termes, par exemple: "recommandation".*
2. *Dans certaines langues le mot "norme" est souvent utilisé dans un sens qui diffère de celui donné dans cette définition et peut viser, dans ce cas, une spécification technique ne répondant pas à toutes les conditions de cette définition, par exemple: "norme d'entreprise".*

"Organisme à activité normative" était défini comme *"un organisme ayant des activités reconnues dans le domaine de la normalisation"*.

40. Par la suite, sur proposition de la CEE, d'autres travaux ont été réalisés en vue de modifier les définitions. Dans la cinquième édition du Guide ISO/CEI 2 datant de novembre 1986, le terme "norme" et l'expression "organisme à activité normative" sont définis comme suit:

Normes:

*"Document, établi par consensus et approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné."*

Note: *Les normes devraient se fonder sur les acquis conjugués de la science, de la technique et de l'expérience et viser à l'avantage optimal de la communauté."*

Organisme à activité normative:

*"Organisme qui a des activités reconnues dans le domaine de la normalisation."*

iii) Négociations du Cycle d'Uruguay

41. Pendant le Cycle d'Uruguay, le Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM (GN8) chapeautait plusieurs sous-groupes traitant de questions liées aux Accords du Tokyo Round, y compris l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce. Le GN8 était l'organe qui devait formellement négocier pendant le Cycle d'Uruguay les modifications à apporter à l'Accord OTC, mais la plupart des discussions à ce sujet se sont déroulées sous les auspices du Comité des obstacles techniques au commerce dans le cadre d'un processus parallèle à celui des négociations du Cycle d'Uruguay. Il n'existait aucun lien formel entre le Comité et le GN8, mais, dans la pratique, les renseignements sur les discussions pertinentes qui se déroulaient au Comité étaient transmis au GN8. Toutes les propositions concernant la renégociation de l'Accord qui étaient présentées au GN8 étaient publiées également sous la cote TBT. Plusieurs de ces propositions avaient déjà fait l'objet d'un débat au Comité, dans le cadre des examens prévus à l'article 15 de l'Accord OTC du Tokyo Round, aux termes duquel le Comité était chargé d'examiner l'application de l'Accord et pouvait proposer des amendements.

42. A la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce d'octobre 1987, les pays nordiques ont proposé de mettre à jour les définitions figurant à l'annexe 1 de l'Accord OTC en s'appuyant sur la version révisée du Guide ISO/CEI 2 dont il est fait mention plus haut (TBT/W/103). Ce Guide révisé contenait également de nouveaux termes, et il a été proposé que le Comité évalue les incidences possibles qu'aurait l'adoption de ces termes pour l'Accord, envisage une modification et une mise à jour des définitions et de leurs notes explicatives et envisage d'inclure des termes additionnels et leurs définitions. Il a été proposé de remplacer l'expression "plusieurs éléments normatifs" par "des éléments" dans la note explicative relative à la définition de "norme" et la définition d'"organisme à activité normative" du GATT par la définition correspondante figurant dans le Guide ISO/CEI 2, à savoir *"organisme qui a des activités reconnues dans le domaine de la normalisation"*.

43. De nombreuses délégations ont appuyé la proposition des pays nordiques, tout en estimant qu'il était trop tôt pour déterminer si la question des modifications à apporter aux définitions devait être traitée au sein du Comité ou dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay. A la demande du Comité, le Secrétariat a préparé un document comparant les définitions de la cinquième édition du Guide 2 (1986) et celles de la deuxième édition du Guide 2 (1978) (TBT/W/106).

44. Les débats sur la proposition des pays nordiques se sont poursuivis aux réunions de mars et de juillet 1988 (TBT/M/27 et TBT/M/28). Il a été convenu de modifier la définition d'un terme<sup>13</sup>, mais aucune décision n'a été prise au sujet des modifications à apporter aux définitions de "norme" et d'"organisme à activité normative".

45. En juin 1990, après qu'un représentant de l'ISO eut présenté un projet d'amendement du Guide 2 de 1986 (ISO/STACO 151), les pays nordiques ont suggéré que les définitions figurant à l'annexe 1 de l'Accord soient modifiées compte tenu de la nouvelle proposition de l'ISO (MTN.GNG/NG8/W/79). Il a été proposé que la nouvelle définition de "norme" soit libellée comme suit:

*"Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits (des procédés et méthodes de production), dont l'observation n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit donné."*

46. En juillet 1990, le Président du Groupe de négociation a présenté un projet de texte de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce du Cycle d'Uruguay (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3), qui reprenait la définition de "norme" proposée par les pays nordiques, à laquelle était ajoutée la note explicative suivante:

Note explicative:

*Les termes définis dans le Guide ISO/CEI 2 visent les produits, procédés et services. Le présent accord traite seulement des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité se rapportant à des produits (procédés et méthodes de production). Les normes définies par le Guide ISO/CEI 2 peuvent être obligatoires ou volontaires. Aux fins du présent accord, les normes sont définies comme étant des documents volontaires et les règlements techniques des documents obligatoires. Les normes élaborées par la communauté internationale à activité normative sont fondées sur un consensus. Le présent accord vise également des documents qui ne sont pas fondés sur un consensus.*

---

<sup>13</sup>Le Comité a décidé de remplacer le terme "autocertification" par l'expression "déclaration de conformité".

Cette note explicative ne comprenait pas la phrase ci-après figurant dans la note explicative de l'Accord OTC du Tokyo Round: *"La définition ci-dessus ne comprend pas les spécifications techniques élaborées par une société pour les besoins de sa propre production ou de sa propre consommation."* L'expression "procédés et méthodes de production" figurait entre parenthèses tant dans le texte principal que dans la note explicative relative à la définition de "norme" (pour plus de détails sur cette question, voir la Section III).

47. Dans la définition de "norme" qui est donnée dans le texte final de l'Accord OTC de l'OMC, il n'y a plus les parenthèses figurant dans la version précédente (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1). Cette définition est la suivante:

Norme

*"Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits, procédés et méthodes de production, dont l'observation n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés."*

Note explicative:

*Les termes définis dans le Guide ISO/CEI 2 visent les produits, procédés et services. Le présent accord traite seulement des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité se rapportant à des produits, procédés et méthodes de production. Les normes définies par le Guide ISO/CEI 2 peuvent être obligatoires ou volontaires. Aux fins du présent accord, les normes sont définies comme étant des documents volontaires et les règlements techniques des documents obligatoires. Les normes élaborées par la communauté internationale à activité normative sont fondées sur un consensus. Le présent accord vise également des documents qui ne sont pas fondés sur un consensus."*

48. Le texte révisé de l'annexe 1 de l'Accord OTC de l'OMC ne comprend pas de définition particulière pour "organisme à activité normative". L'annexe 1 contient toutefois une déclaration précisant ce qui suit: *"[l]orsqu'ils sont utilisés dans le présent accord, les termes indiqués dans la sixième édition du Guide ISO/CEI 2: 1991 - Termes généraux et leurs définitions concernant la normalisation et les activités connexes, auront le même sens que celui qui leur est donné dans les définitions dudit guide, compte tenu du fait que les services sont exclus du champ du présent accord"*. La définition d'"organisme à activité normative" qui figure dans le Guide ISO/CEI 2: 1991 est inchangée par rapport à la version précédente du Guide, c'est-à-dire la cinquième édition (voir le paragraphe 38).

2. Disciplines concernant l'élaboration, l'adoption et l'application des normes et l'évaluation de la conformité

49. La présente section récapitule les principaux aspects de l'historique des négociations concernant les disciplines prévues par les Accords OTC qui sont applicables aux organismes à activité normative et d'évaluation de la conformité (en particulier aux institutions publiques locales et aux organismes non gouvernementaux), pour ce qui est de leurs travaux dans le domaine des normes.

a) Elaboration, adoption et application des normesi) Négociations du Tokyo Round

50. Au début, l'expression "spécification technique" ("standard") désignait à la fois les réglementations techniques, de caractère obligatoire ("mandatory standards") et les normes, dont le respect n'était pas obligatoire ("voluntary standards"), et on envisageait d'appliquer des obligations différentes pour l'élaboration, l'adoption et l'application des spécifications, selon qu'il s'agissait de l'une ou l'autre des trois catégories suivantes: réglementations techniques élaborées par des institutions du gouvernement central, réglementations techniques élaborées par des institutions publiques locales et normes (COM.IND/W/108). Pour les réglementations techniques élaborées par des institutions du gouvernement central, le projet de Code de la normalisation imposait aux signataires des obligations de premier niveau, à caractère impératif. Pour les deux autres catégories de spécifications techniques, il était prévu un second niveau d'obligation: les signataires devaient user de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les obligations pertinentes soient respectées. Pendant les négociations, l'un des principaux sujets de préoccupation a été la question de l'équilibre des droits et des obligations entre les signataires; on a allégué, par exemple, qu'il risquait d'y avoir une inégalité entre les obligations incombant aux pays où les travaux de normalisation étaient en grande partie réalisés par des organismes privés élaborant des spécifications techniques non obligatoires et celles qui incombaient aux pays où toutes les spécifications techniques avaient un caractère obligatoire.

51. L'article 4 du projet de Code de la normalisation énonçait des disciplines concernant l'élaboration, l'adoption et l'application des normes ("standards") (MTN/NTM/W/5).<sup>14</sup> Il s'agissait principalement d'empêcher que les normes ne constituent des obstacles au commerce international, de favoriser la coopération pour l'élaboration de normes internationales, d'encourager le recours aux normes internationales, de publier des avis annonçant l'élaboration des normes qui n'étaient pas en substance les mêmes que les normes internationales et de tenir compte des observations reçues, de prévoir que certaines disciplines pouvaient être omises en cas de problèmes urgents et de faire en sorte que les organismes régionaux de normalisation se conforment aux disciplines pertinentes. Ces disciplines revêtaient la forme d'une clause de "l'effort maximal" et correspondaient au second niveau d'obligation. Par exemple, il était indiqué au premier paragraphe de l'article 4 que:

*"Les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les normes ne soient pas élaborées, adoptées ni appliquées en vue de créer des obstacles au commerce international. Ils useront également de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que ni les normes proprement dites ni leur application n'aient pour effet de créer un obstacle injustifié au commerce international."*

52. A la réunion du Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" de mai 1975, il a été suggéré que les normes des institutions du gouvernement central soient traitées séparément de celles qui étaient élaborées par d'autres organismes, tels que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux (MTN/NTM/W/12). Une proposition allant dans le même sens a également été présentée en ce qui concerne les articles relatifs à la "conformité aux normes" et aux "systèmes appliqués par des organismes d'assurance de qualité autres que des institutions du gouvernement central pour garantir la conformité aux normes". Certaines délégations ont par la suite proposé que la clause de l'effort maximal ne s'applique qu'aux pays en développement adhérents, et non aux pays développés

---

<sup>14</sup>L'article 16 du projet de Code de la normalisation énonçait les disciplines concernant les "informations sur les réglementations techniques et les normes, ainsi que sur les systèmes ou arrangements d'assurance de qualité". Ces disciplines étaient similaires à celles qui étaient prévues à l'article 10 de l'Accord OTC du Tokyo Round.



adhérents, que les normes soient notifiées au secrétariat du GATT et qu'il soit ménagé une période de transition raisonnable (MTN/NTM/W/12/Add.1).

53. A la réunion du Sous-Groupe de septembre/octobre 1975, la CE a proposé de supprimer les deux paragraphes de l'article 4 du projet de Code traitant des organismes régionaux (MTN/NTM/W/25). En 1976, le Japon a suggéré que le premier niveau d'obligation (exprimé par la formule "faire en sorte") s'applique aux réglementations techniques, y compris les méthodes d'essai et les systèmes d'assurance de qualité, des institutions du gouvernement central et des institutions publiques locales, et que le second niveau d'obligation s'applique aux normes et aux systèmes d'assurance de qualité, quels que soient les organismes qui les élaborent et les appliquent (MTN/NTM/W/25/Add.2). La CE a proposé que l'élaboration, l'adoption et l'application de normes soient soumises au premier, et non au second, niveau d'obligation (MTN/NTM/W/37).

54. Dans le projet de Code présenté en mars 1976, l'expression "réglementations techniques" ("mandatory standards") a été remplacée par "règlements techniques" ("technical regulations") et dans la version anglaise, l'expression "voluntary standards" a été remplacée par le terme "standards" ("norme" dans les deux cas en français) (MTM/NTM/W/38). En 1977, la CE a proposé que le premier niveau d'obligation soit imposé pour les normes élaborées, adoptées ou appliquées par le gouvernement central, ses ministères et ses départements ou par toute autre institution relevant du gouvernement central, sauf en ce qui concerne les disciplines s'appliquant à la coopération en matière d'élaboration des normes internationales et aux organismes régionaux à activité normative (MTN/NTM/W/72). Le Canada a proposé de remplacer, dans tout le projet de Code, les mots "useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir" par les mots "prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir", ces derniers termes étant ceux du paragraphe 12 de l'article XXIV du GATT (MTN/NTM/W/120).

55. Compte tenu des deux niveaux d'obligation s'appliquant aux institutions du gouvernement central et aux autres organismes, la CE a souligné qu'il était nécessaire de trouver un niveau équilibré d'engagement et d'avantages pour tous les adhérents à l'Accord OTC, qu'ils aient ou non une structure centralisée. En 1978, elle a présenté une proposition prévoyant la possibilité de recourir au système de règlement des différends si un signataire ne réussissait pas à atteindre "des résultats identiques à ceux imposés par les obligations de premier niveau" (MTN/NTM/W/135). Le texte de la proposition de la CE était le suivant:

*"Les signataires seraient responsables vis-à-vis d'autres signataires en ce qui concerne l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques, de normes, de systèmes de certification et autres activités de normalisation sur leur territoire:*

- a) Ils seraient obligés de faire en sorte que l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques, normes, systèmes de certification etc., par des institutions du gouvernement central soient conformes aux obligations du Code;*
- b) Ils seraient responsables à l'égard d'autres signataires s'ils ne réussissent pas à atteindre des résultats identiques à ceux imposés par les obligations de premier niveau, en vertu des dispositions "best endeavours" du Code, quand les règlements techniques, les normes, les systèmes de certification etc. sont préparés par des organisations et institutions ayant leur siège sur leur territoire;*
- c) Au cas où un signataire est incapable de respecter ses obligations de premier niveau ou d'atteindre des résultats identiques à l'obligation de premier niveau en vertu des dispositions de "best endeavours", le cas pourra être évoqué par tout autre signataire*

*qui considérerait que les obligations du Code ne sont pas remplies, en faisant appel aux dispositions du Code (à déterminer) sur le règlement des différends.*"<sup>15</sup>

56. Après que les différentes propositions eurent été examinées, une version révisée du texte du projet d'Accord OTC a été présentée en octobre 1978 (MTN/NTM/W/192). Ce projet regroupait dans un seul article les disciplines concernant l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques et de normes par des institutions du gouvernement central, auxquelles étaient imposées les obligations de premier niveau. L'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques et de normes par des institutions publiques locales étaient traitées séparément et un autre article couvrait l'élaboration, l'adoption et l'application de normes par des organismes non gouvernementaux. Des obligations de second niveau étaient imposées aux organismes autres que les institutions du gouvernement central.<sup>16</sup> En outre, s'il était dit dans l'article traitant des normes élaborées "par des institutions publiques locales et des organismes réglementaires autres que des institutions du gouvernement central" que ce serait aux adhérents qu'il incomberait de fournir des renseignements sur certains règlements techniques (et de présenter les observations), il n'était pas indiqué que ces éléments devraient également être fournis dans le cas des normes. L'article relatif à l'élaboration, à l'adoption et à l'application de normes par des organismes non gouvernementaux ne faisait aucunement mention de ces renseignements ni des observations à présenter; le projet de Code soumis en décembre 1978 (MTN/NTM/W/192/Rev.1) prévoyait que ce pourrait être "aux parties intéressées d'autres adhérents qu'il [incomberait] également de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées aux paragraphes 2.5.4 et 2.5.8".<sup>17</sup>

57. L'article traitant du règlement des différends du projet de Code présenté en décembre 1978 (MTN/NTM/W/192/Rev.1) prenait également en considération les différents niveaux d'obligation. L'article 14.21 était libellé comme suit: *"Les dispositions relatives au règlement des différends, qui sont énoncées ci-dessus, peuvent être invoquées dans les cas où un adhérent estime qu'un autre adhérent n'est pas arrivé à des résultats satisfaisants au titre des articles 3, 4, 6, 8 et 9, et que ses intérêts commerciaux sont compromis de façon notable. A cet égard, ces résultats équivaldront à ceux qui sont envisagés aux articles 2, 5 et 7, comme si l'institution en question était un adhérent."*

58. Le document MTN/NTM/W/192/Rev.4 contenait le texte convenu de l'article 2, et le membre de phrase "y compris des organismes réglementaires autres que les institutions du gouvernement central" était supprimé dans l'article relatif à l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques et de normes par des organismes non gouvernementaux. La proposition canadienne visant à introduire

---

<sup>15</sup>Pour une description des institutions et du règlement des différends et des précisions sur ces questions, voir les documents MTN/NTM/W/144 et 192 et addenda.

<sup>16</sup>L'article 2 du projet contenait une disposition relative au traitement non discriminatoire, reprise à l'article 2.1 de l'Accord OTC du Tokyo Round. Le texte de l'article 2 de ce projet montrait que les délégations n'avaient pu s'entendre sur les conditions dans lesquelles les normes devaient être notifiées et sur certaines disciplines concernant les organismes régionaux à activité normative et l'élaboration, l'adoption et l'application de normes par des organismes non gouvernementaux (voir MTN/NTM/W/192, pages 3 à 8). Deux versions ultérieures du projet du Code (MTN/NTM/W/192/Rev.2 et 3) contenaient des propositions visant à apporter au texte de l'article 2 des modifications qui concernaient, entre autres choses, le traitement non discriminatoire en ce qui concerne la fourniture d'exemplaires des normes, les conditions dans lesquelles les normes internationales pouvaient ne pas être appropriées et les exceptions en cas de problèmes urgents.

<sup>17</sup>L'article 2.5.4 ne concernait que les règlements techniques. Le texte de l'article 2.5.8 était rédigé comme suit: "il ménage aux autres adhérents, en ce qui concerne les règlements techniques, et aux parties intéressées d'autres adhérents, en ce qui concerne les normes, la possibilité de présenter leurs observations par écrit, [...] il discute de ces observations si demande lui en est faite, et [il est] attentif à ces observations écrites et aux résultats de toute discussion de ce genre."

la clause de l'effort maximal avait été adoptée, de sorte que les mots "prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir" remplaçaient les termes "useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir". Par ailleurs, la version révisée de l'article sur l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques et de normes par des institutions publiques locales comportait d'autres indications sur les renseignements qu'il incombait aux parties de fournir.<sup>18</sup> Enfin, dans les articles relatifs à l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques et de normes par des institutions publiques locales et par des organismes non gouvernementaux, à savoir les articles 3 et 4, la phrase suivante était ajoutée: *"En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions publiques locales à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 2."*

59. Ces dispositions ont été insérées sans autre modification dans le texte final de l'Accord OTC du Tokyo Round.

ii) Négociations du Cycle d'Uruguay

60. Pendant le Cycle d'Uruguay, plusieurs délégations ont voulu que soient renforcées les disciplines sur l'élaboration, l'adoption et l'application des normes prévues dans l'Accord OTC du Tokyo Round. Un certain nombre de propositions visaient à accroître la transparence et la participation aux activités de normalisation de différents types d'organismes, tels que les institutions du gouvernement central, les institutions publiques locales, les organismes régionaux ou non gouvernementaux.<sup>19</sup>

61. L'Inde a proposé que soient notifiées les normes facultatives projetées, y compris celles qui n'avaient pas un caractère national mais revêtaient la même importance que des normes nationales du fait qu'elles étaient largement adoptées par l'industrie locale (MTN.GNG/NG8/W/9, 45); que soient également notifiées les normes facultatives rendues obligatoires par la législation ou par des règlements ayant force de loi (MTN.GNG/NG8/W/9); et que des renseignements soient fournis sur les normes établies par des organismes nationaux et autres organismes de normalisation reconnus sur le territoire d'une partie et que la compatibilité de ces normes soit assurée (MTN.GNG/NG8/W/9). L'Inde a expliqué que de nombreuses Parties à l'Accord ne notifiaient pas les normes facultatives projetées alors même que celles-ci étaient appelées à devenir des normes nationales ou revêtaient la même importance que des normes nationales du fait qu'elles avaient été adoptées par une large part de l'industrie locale. En outre, il était difficile d'obtenir des informations au sujet des normes rendues obligatoires par la législation ou qui avaient été élaborées par différents organismes du pays. L'Inde a suggéré que les normes établies par des organismes locaux soient notifiées et qu'un organe national soit chargé de fournir des renseignements sur les normes établies par les autres organismes reconnus du pays et d'assurer la compatibilité de ces normes.

62. Les Etats-Unis ont proposé d'améliorer la transparence des accords de normalisation (MTN.GNG/NG8/W/1, 34, Rev. 1 et Rev. 3) et des activités des organismes régionaux de normalisation (MTN.GNG/NG8/W/1, 35). Ils ont souligné qu'il était important d'améliorer l'accès à l'information sur les accords de normalisation, car cette information pourrait présenter une utilité et un intérêt immédiats pour les Parties et faciliterait le commerce en permettant de mieux s'adapter aux nouvelles exigences techniques et normes. S'agissant des normes régionales, les Etats-Unis ont noté que de nombreuses Parties appartenaient à diverses organisations régionales publiques et non gouvernementales

---

<sup>18</sup>La partie pertinente de cet article disposait ce qui suit "... en notant que c'est aux Parties qu'il incombera de fournir les renseignements sur les règlements techniques visés aux articles 2.5.3 et 2.6.2, de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées aux articles 2.5.4 et 2.6.3".

<sup>19</sup>Pour la liste complète des premières propositions, voir le document MTN.GNG/NG8/W/13.

de normalisation et que ces organisations empêchaient fréquemment les non-membres de participer pleinement à leurs activités de normalisation. Dans le document MTN.GNG/NG8/W/35, ils ont présenté un projet de code de pratique concernant les activités de normalisation et de certification régionales qui traitait, entre autres choses, de la transparence dans l'élaboration, l'adoption et l'application de normes par les organismes ou systèmes régionaux, prévoyait la possibilité de présenter des observations sur les projets de normes, l'établissement de points d'information et la tenue de consultations pour faciliter la réalisation des objectifs du Code.

63. Le Japon a abordé la question de l'accroissement de la transparence de l'application des systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/6, 36, 36/Rev.1) et du processus d'élaboration des normes et des systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/6, 37). Il estimait qu'en plus de la notification des règlements des systèmes de certification et de la communication d'observations à leur sujet, il était nécessaire d'assurer la transparence de l'application des systèmes afin d'empêcher qu'ils n'entravent indûment le commerce international. Le Japon a par ailleurs noté que les normes et systèmes de certification étaient notifiés aux Parties une fois leur élaboration achevée. Il a indiqué qu'il était souhaitable de donner aux représentants des intérêts étrangers l'occasion de participer aux processus d'élaboration ou de faire part de leur opinion au cours du processus.

64. La Finlande a présenté, au nom des pays nordiques, certaines propositions visant à améliorer la transparence (MTN.GNG/NG8/W/43/Rev.1, et 75). Ces propositions, qui reprenaient certains des aspects évoqués plus haut, étaient établies sur la base de plusieurs recommandations adoptées par le Comité des obstacles techniques au commerce et traitaient des améliorations qui pouvaient être apportées sur les points suivants: moment où devraient se faire les notifications, fonctions des points d'information et responsabilité concernant l'application des procédures de notification.<sup>20</sup>

65. La CE a proposé de renforcer les disciplines de l'Accord relatives aux organismes non gouvernementaux de normalisation aux niveaux national et local. A cette fin, elle a proposé d'annexer à l'Accord un code de pratique à l'intention des organismes non gouvernementaux de normalisation (MTN.GNG/NG8/W/8).<sup>21</sup> Sa proposition avait notamment pour objet *"de rendre plus concrètes les obligations déjà énoncées aux articles 4, 6 et 8 de l'Accord et d'établir certains critères qui permettraient d'apprécier le comportement des Parties et des organismes privés"*. Les disciplines prévues dans la proposition initiale de la Communauté concernaient la transparence, la non-discrimination, la possibilité de présenter des observations par écrit, les efforts à faire pour utiliser les normes internationales comme base pour l'adoption des règlements techniques et des normes, la détermination de la conformité et l'application des systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/8). La CE a par la suite présenté une proposition plus détaillée sur ce code dans le document MTN.GNG/NG8/W/31, où elle précisait que l'acceptation du Code par les organismes non gouvernementaux serait facultative, les Parties devant toutefois faire tout ce qui était en leur pouvoir pour faire en sorte que le Code soit accepté et respecté par les organismes de normalisation et de certification non gouvernementaux de leur ressort territorial. Elle a également suggéré d'introduire dans le Code de pratique à l'intention des organismes non gouvernementaux de normalisation les points suivants relatifs à la transparence:

---

<sup>20</sup>On a noté l'existence d'une certaine complémentarité entre la proposition des pays nordiques sur la transparence, la proposition des Etats-Unis concernant l'amélioration de la transparence des accords de normalisation (MTN.GNG/NG8/W/34) et les propositions japonaises visant à améliorer la transparence de certaines dispositions de l'Accord (MTN.GNG/NG8/W/36 et 37).

<sup>21</sup>Voir également les documents MTN.GNG/NG8/W/31, 49 et 71. La CE a suggéré que le Code de pratique concerne les normes, les règlements techniques ainsi que les pré-normes.

- "1) *Il faudrait pouvoir obtenir chaque année des renseignements sur les normes ou règlements techniques qu'un organisme projette d'adopter l'année suivante, ainsi que sur les normes internationales adoptées par lui au cours de l'année précédente.*
- 2) *Il faudrait pouvoir obtenir, au moins 60 jours à l'avance, des renseignements sur une norme ou un règlement technique qui va être adopté, à moins qu'ils ne soient en substance identiques à une norme internationale, ainsi que sur un système de certification devant être créé.*
- 3) *Il resterait à déterminer si ces renseignements devraient pouvoir être demandés à un point d'information national, ou être obtenus par les parties intéressées si elles en font la demande, ou encore être notifiés aux autres Parties par l'intermédiaire d'un point d'information international central (tel que l'ISONET).*
- 4) *Le texte complet d'un projet de règlement technique, de norme ou de système de certification devrait pouvoir être obtenu sur demande.*
- 5) *Les règlements techniques et normes qui ont été adoptés devraient être publiés dans les moindres délais pour permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance. Ces règlements techniques et normes devraient être communiqués sur demande, selon les modalités et aux conditions commerciales habituelles."*

66. La CE a également fait une proposition concernant l'extension aux institutions publiques locales des principales obligations découlant de l' Accord (MTN.GNG/NG8/W/8, 32). Elle a proposé de rendre les Parties plus largement responsables du respect des obligations découlant de l'Accord par les institutions publiques locales de leur ressort territorial, "*en [les] obligeant ... à veiller à ce que les institutions publiques locales ne violent pas ces obligations ... La CEE considère notamment qu'il est particulièrement important d'inclure une procédure prévoyant qu'un projet de règlement technique d'une institution publique locale doit être notifié aux autres Parties par l'intermédiaire de la Partie concernée toutes les fois que sa teneur technique n'est pas en substance la même que celle des normes internationales pertinentes ou d'un règlement technique national notifié précédemment et que ce projet est susceptible d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux d'autres Parties. Il devrait être possible de présenter des observations par écrit sur ces projets de règlements techniques notifiés et d'en discuter par l'intermédiaire de la Partie concernée.*" (MTN.GNG/NG8/W/32)

67. Plusieurs de ces propositions traitaient d'aspects relatifs aux normes ainsi qu'aux systèmes de certification et prévoyaient des disciplines applicables aux différents types d'organismes, à savoir les institutions du gouvernement central, les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux. Ainsi, les propositions présentées par le Japon, les Etats-Unis et les pays nordiques abordaient également la question des procédures de certification (MTN.GNG/NG8/W/1, 34, 34/Rev.3 et 35). Dans leur proposition sur la transparence des accords de normalisation, les Etats-Unis suggéraient que soient couverts, outre les arrangements concernant les essais, l'inspection et l'agrément des laboratoires, les accords relatifs à l'harmonisation ou à la concordance des normes et règlements ou aux politiques générales en matière de normalisation, y compris ceux qui étaient conclus entre les Parties et "*des organismes ou systèmes privés ou des organismes ou systèmes régionaux*" (MTN.GNG/NG8/W/34 et 34/Rev.3). La proposition des Etats-Unis sur les organismes régionaux de normalisation concernait les articles 2, 9 et 10 de l' Accord OTC du Tokyo Round et visait à imposer à ces organismes certaines obligations de caractère impératif (MTN.GNG/NG8/W/35). De même, les propositions des pays nordiques visaient à accroître la transparence notamment en ce qui concernait des systèmes de certification, la participation à des organismes internationaux et régionaux à activité normative et à des systèmes internationaux et régionaux de certification et les activités des institutions du gouvernement

central, des institutions publiques locales ou des organismes non gouvernementaux compétents (MTN.GNG/NG8/W/43/Rev.1 et 75). En outre, comme il est indiqué plus haut, les propositions de la CE portaient aussi bien sur la normalisation que sur la détermination de la conformité et l'application des systèmes de certification.

68. Les débats au sein du Comité ont fait apparaître des divergences d'opinions au sujet de ces propositions (voir les documents MTN.GNG/NG8/4, 6, 8, 10, 12, 16, 17 et 18). Plusieurs délégations ont élaboré des versions révisées de leurs propositions sur la base de ces débats: de nouveaux documents ont été présentés par l'Inde sur les normes facultatives projetées (MTN.GNG/NG8/W/45), par la Norvège sur l'article 10 (MTN.GNG/NG8/W/75) et par la CE sur le Code de pratique (MTN.GNG/NG8/W/49 et 71).<sup>22</sup>

69. Dans la première version révisée de sa proposition sur le Code de pratique à l'intention des organismes non gouvernementaux à activité normative (MTN.GNG/NG8/W/49), la CE visait les organismes non gouvernementaux aux niveaux local, national ou régional et suggérait de modifier l'article 4 de l'Accord de la façon suivante:

*"Elaboration, adoption et application de normes par des organismes non gouvernementaux*

*4.1 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les organismes non gouvernementaux à activité normative de leur ressort territorial, ainsi que les organismes régionaux non gouvernementaux à activité normative dont l'un ou plusieurs de leurs organismes non gouvernementaux à activité normative sont membres, acceptent et respectent le Code de pratique à l'intention des organismes non gouvernementaux à activité normative, qui est reproduit à l'annexe 4 du présent accord. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager les organismes non gouvernementaux à activité normative à agir d'une manière incompatible avec le Code de pratique reproduit à l'annexe 4.*

*4.2 Aussitôt que possible après qu'un organisme non gouvernemental à activité normative de leur ressort territorial, ou un organisme régional non gouvernemental à activité normative dont l'un ou plusieurs de leurs organismes non gouvernementaux à activité normative sont membres, auront accepté ou dénoncé le Code de pratique reproduit à l'annexe 4, les Parties en adresseront notification aux autres Parties par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, sauf dans les cas où l'organisme régional non gouvernemental à activité normative se sera acquitté de cette obligation. La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme concerné, ainsi que les produits visés par ses activités actuelles et prévues en matière de normalisation."*

70. En outre, la CE suggérait que le Comité prenne une décision en vertu de laquelle "... il examinera au moins une fois par an une liste, établie par le secrétariat du GATT et subdivisée en sections distinctes pour chacune des Parties, des organismes non gouvernementaux à activité normative qui auront accepté le Code de pratique reproduit à l'annexe 4, afin de donner aux Parties la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant l'application du code". Par ailleurs, la Communauté proposait que le Comité recommande que soit mis en place dans le cadre de l'ISONET un système en vertu duquel tous les organismes membres de l'ISONET transmettraient au Centre d'information de l'ISO à Genève les renseignements pertinents et en vertu duquel le Centre d'information

---

<sup>22</sup>Les délégations des pays nordiques ont présenté une proposition sur les "termes et définitions pour les besoins spécifiques de l'Accord" (MTN.GNG/NG8/W/79), dans laquelle étaient définies, entre autres choses, les expressions organisme ou système international, organisme ou système régional, institution du gouvernement central, institution publique locale et organisme non gouvernemental.

de l'ISO à Genève transmettrait à son tour dans les moindres délais les renseignements qu'il aurait reçus de l'un de ses organismes membres à tous les autres organismes membres.

71. Après un nouvel examen des différents aspects concernant la transparence et les disciplines applicables aux normes, la CE a de nouveau révisé sa proposition de Code de pratique, qui n'était plus limité aux seuls organismes non gouvernementaux (MTN.GNG/NG8/W/71). Elle proposait d'établir un Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application de normes, à inclure dans l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce, qui serait applicable aux institutions du gouvernement central, aux institutions publiques locales et aux organismes intergouvernementaux régionaux élaborant des normes, ainsi qu'aux organismes non gouvernementaux déjà visés dans sa précédente proposition. Les disciplines relatives à l'élaboration, à l'adoption et à l'application des normes devaient être distinctes de celles qui étaient prévues pour les règlements techniques, et tous les organismes à activité normative, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, au niveau local, national ou régional, étaient visés par le Code de pratique qui, outre un projet d'article 4, prévoyait les principales disciplines concernant l'élaboration, l'adoption et l'application des normes.<sup>23</sup> Dans le cadre de l'article 4, il était proposé d'appliquer le premier niveau d'obligation - c'est-à-dire des obligations de caractère impératif - aux institutions du gouvernement central et le second niveau d'obligation, en vertu duquel les Parties devaient prendre "toutes mesures raisonnables en leur pouvoir", aux institutions publiques locales, aux organismes non gouvernementaux et aux organismes régionaux à activité normative.

72. En juillet 1990, le Président du Groupe de négociation a présenté un projet de texte de l'Accord, dans lequel il indiquait les passages sur lesquels il y avait, à son avis, une large convergence de vues (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3). Introduisant le projet de texte, le Président a donné les précisions suivantes "... les passages en caractères **gras** signalent les points sur lesquels il y a une large convergence de vues, sans préjuger de leur acceptation finale par tout participant. Toutefois, il est à noter que, bien que la grande majorité des participants y soient favorables, parfois avec des points de vue différents, au moins une délégation s'est opposée à l'inclusion d'un Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application de normes ... Les passages en caractères normaux signalent les points où il y a des divergences, parfois fondamentales, ou qui appellent de plus amples travaux." Les parties pertinentes de ce document sont reproduites ci-après.

"

#### Article 4

##### Elaboration, adoption et application de normes

##### ***En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:***

***4.1.1 Les Parties feront en sorte, en ce qui concerne les normes, qu'il soit appliqué aux produits importés en provenance du territoire de toute autre Partie un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays.***

***4.1.2 Les Parties feront en sorte que les normes ne soient ni élaborées, ni adoptées, ni appliquées en vue de créer des obstacles au commerce international. Elles feront en sorte également que ni les normes proprement dites, ni leur application, n'aient pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Ce faisant, les Parties se conformeront aux dispositions de l'article 2.2, alinéas 2.2.1 à 2.2.6.***

---

<sup>23</sup>Cela supposait également qu'il fallait apporter les ajustements nécessaires aux articles 2 et 3 de l'Accord OTC du Tokyo Round. Voir le document MTN.GNG/NG8/W/71.

4.2 Les Parties feront en sorte que les institutions à activité normative de leur gouvernement central acceptent et respectent le code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application de normes, qui est reproduit à l'annexe 4 du présent accord. Elles prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales ou les organismes non gouvernementaux à activité normative de leur ressort territorial, ainsi que les organismes à activité normative régionaux dont elles-mêmes ou l'un ou plusieurs des organismes de leur ressort territorial sont membres acceptent et respectent ce code de pratique. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager lesdits organismes à activité normative à agir d'une manière incompatible avec le code de pratique reproduit à l'annexe 4.

4.3 Aussitôt que possible après qu'un organisme visé à l'article 4.2 aura accepté ou dénoncé le code de pratique reproduit à l'annexe 4, les Parties en adresseront notification aux autres Parties par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, sauf dans le cas où, s'agissant d'un organisme régional, celui-ci se sera lui-même acquitté de cette obligation. La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme concerné, ainsi que les produits visés par ses activités actuelles et prévues en matière de normalisation.

#### Article 4bis

Toutes les fois qu'une Partie aura conclu un accord avec une autre Partie portant sur des questions relatives aux normes et aux règlements techniques (y compris les procédés et méthodes de production) et qui sont susceptibles d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux, l'une au moins des parties à l'accord notifiera aux autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, les produits qui seront visés par l'accord, en décrivant brièvement l'accord. Les Parties concernées sont encouragées à engager, sur demande, des consultations avec d'autres Parties aux fins de conclure des accords similaires ou d'assurer leur participation à ces accords.

...

#### ANNEXE 4

### CODE DE PRATIQUE POUR L'ELABORATION, L'ADOPTION ET L'APPLICATION DE NORMES

#### **DISPOSITIONS GENERALES**

A. Aux fins du présent code, les définitions de l'annexe du présent accord sont d'application.

B. Le présent code est ouvert à l'acceptation de tout organisme à activité normative du ressort territorial d'une Partie à l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce, qu'il s'agisse d'une institution du gouvernement central, d'une institution publique locale ou d'un organisme non gouvernemental; de tout organisme à activité normative régional intergouvernemental dont un ou plusieurs membres sont Parties audit accord; et de tout organisme à activité normative régional non gouvernemental dont un ou plusieurs membres sont établis sur le territoire d'une Partie audit accord (ci-après dénommés collectivement ou individuellement organismes à activité normative).



C. Les organismes à activité normative qui auront accepté ou dénoncé le présent code en adresseront notification aux autorités compétentes de leur gouvernement central ou, dans le cas d'un organisme régional, à celles de leurs membres. La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme concerné, ainsi que la matière visée par ses activités actuelles et prévues en matière de normalisation. Les organismes à activité normative régionaux auront la faculté d'adresser directement cette notification au secrétariat du GATT.

***Les organismes à activité normative adresseront simultanément la même notification au Centre d'information de l'ISO à Genève. Les organismes à activité normative du ressort territorial d'une Partie l'adresseront par l'intermédiaire de l'organisme national membre de l'ISONET, ou, à défaut, directement. Les organismes à activité normative régionaux l'adresseront par l'intermédiaire d'une institution internationale affiliée à l'ISONET, ou de l'un ou plusieurs des organismes nationaux membres de l'ISONET, ou, à défaut des deux, directement.***

#### DISPOSITIONS DE FOND

D. Lorsque des normes internationales existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, les organismes à activité normative utiliseront ces normes ou leurs éléments pertinents comme base des normes qu'ils élaborent, sauf dans les cas où ces normes internationales ou ces éléments seront inappropriés, par exemple, pour les raisons suivantes: prévention de pratiques de nature à induire en erreur\*, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, préservation des végétaux, protection de l'environnement, facteurs climatiques ou autres facteurs géographiques fondamentaux, problèmes technologiques fondamentaux; et, dans le cas des pays en développement, besoins en matière de développement, de finance ou de commerce.

\* Protection de la concurrence

E. Afin d'harmoniser entre elles le plus largement possible les normes, les organismes à activité normative participeront pleinement et de manière appropriée, dans les limites de leurs ressources, à l'élaboration, par les organismes à activité normative internationaux compétents, de normes internationales concernant la matière pour laquelle ils ont adopté, ou prévoient d'adopter, des normes. La participation des organismes à activité normative du ressort territorial d'une Partie à une activité de normalisation internationale particulière aura lieu, toutes les fois que cela sera possible, par l'intermédiaire d'une délégation représentant tous les organismes à activité normative du territoire national qui ont adopté, ou prévoient d'adopter, des normes concernant la matière visée par l'activité de normalisation internationale.

F. Les organismes à activité normative feront tous leurs efforts pour établir sur le territoire national ou au niveau régional un membre de l'ISONET, et pour s'y associer, et pour que le niveau de participation à ce membre soit le plus élevé possible.

G. Les organismes à activité normative du ressort territorial d'une Partie feront tous leurs efforts pour éviter qu'il y ait duplication ou chevauchement des travaux d'autres organismes à activité normative du territoire national ou des travaux d'organismes à activité normative régionaux qui s'étendent au territoire national. Ils feront aussi tous leurs efforts pour arriver à un consensus national au sujet des normes qu'ils élaborent et des observations qu'ils présentent en vertu du paragraphe L.

*H. Toutes les fois que cela sera approprié, les organismes à activité normative définiront les normes en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives.*

*I. Au moins tous les six mois, les organismes à activité normative feront paraître dans une publication nationale ou, selon le cas, régionale concernant les activités de normalisation, un programme de travail indiquant leurs nom et adresse, les normes qu'ils sont en train d'élaborer et celles qu'ils ont adoptées dans la période précédente. Une norme est en cours d'élaboration depuis le moment où la décision est prise de la mettre au point jusqu'à celui où elle est adoptée.*

*Le programme de travail indiquera pour chaque norme, conformément aux règles de l'ISONET, la classification pertinente de la matière visée, le stade d'élaboration de la norme et les références des normes internationales éventuellement utilisées comme base de cette norme. Au plus tard lors de la publication de leur programme de travail, les organismes à activité normative en notifieront l'existence au Centre d'information de l'ISO à Genève. Les organismes à activité normative du ressort territorial d'une Partie le feront par l'intermédiaire du membre national de l'ISONET ou, à défaut, directement. Les organismes à activité normative régionaux le feront par l'intermédiaire d'une institution internationale affiliée à l'ISONET ou d'un ou plusieurs organismes nationaux membres de l'ISONET, ou, à défaut des deux, directement. La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme à activité normative, la période à laquelle le programme de travail s'applique et son prix (sauf gratuité) et précisera comment et où il peut être obtenu.*

*J. Avant d'adopter une norme, les organismes à activité normative procéderont à une enquête publique pendant au moins 60 jours au sujet du texte complet du projet de norme. Au plus tard lors de l'ouverture de cette enquête publique, les organismes à activité normative feront paraître un avis annonçant la durée de l'enquête publique au sujet du projet de norme en question dans une publication nationale, ou selon le cas, régionale concernant les activités de normalisation.*

*K. A la demande de toute partie intéressée du ressort territorial d'une Partie à l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce, les organismes à activité normative lui fourniront copie d'un projet de norme qu'ils auront soumis à enquête publique. Les organismes à activité normative enverront ces copies soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre organisme avec lequel ils auront pris un arrangement contractuel à cette fin. Les copies seront expédiées par des moyens rapides au début de l'enquête publique ou, si la demande a été reçue après l'ouverture de l'enquête publique, mais avant qu'elle ne soit achevée, dans les moindres délais possibles. Pour ce service, il pourra être demandé une redevance raisonnable qui, hormis les frais réels d'expédition, sera identique pour les parties nationales et pour les parties étrangères.*

*L. Les organismes à activité normative tiendront compte des observations qui auront été présentées au sujet de leurs projets de normes lorsque ces observations auront été reçues pendant la durée de l'enquête publique et qu'elles émaneront d'organismes à activité normative qui auront accepté le présent code de pratique\*. Il sera répondu à ces observations dans les moindres délais possibles. Les organismes à activité normative feront un effort objectif pour rapprocher les vues divergentes. Dans les cas où une observation contestera le fait qu'il est envisagé de s'écarter d'une norme internationale, c'est à l'organisme à activité normative qui aura élaboré le projet de norme qu'il appartiendra d'expliquer pourquoi il a été nécessaire de s'en écarter afin d'atteindre l'un des objectifs légitimes qui sont mentionnés au paragraphe D.*

*\*Les organismes à activité normative ménageront à toutes les parties intéressées des autres Parties la possibilité de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions.*

*M. Une fois adoptée, la norme sera publiée dans les moindres délais.*

*N. A la demande de toute partie intéressée du ressort territorial d'une Partie à l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce, les organismes à activité normative lui fourniront copie de leur programme de travail le plus récent ou du texte d'une norme qu'ils ont élaborée. Les organismes à activité normative enverront ces copies soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre organisme avec lequel ils auront pris un arrangement contractuel à cette fin. Pour ce service, il pourra être demandé une redevance raisonnable qui, hormis les frais réels d'expédition, sera identique pour les parties nationales et pour les parties étrangères.*

*O. Les organismes à activité normative examineront avec compréhension les plaintes concernant telle ou telle des pratiques énoncées dans le présent code et se prêteront dans les moindres délais à des consultations au sujet de ces plaintes, lorsque celles-ci émaneront d'organismes à activité normative qui auront accepté le présent code de pratique. Ils feront un effort objectif pour donner suite à ces plaintes.*

\* \* \*

*Les sociétés du ressort territorial ou juridique des Parties bénéficieront du droit de participer à des organismes ou systèmes régionaux au même titre que toute autre société participant à ces organismes ou systèmes."*

73. En octobre 1990, on est arrivé à un accord sur le texte de l'article 4 et du Code de pratique, qui a été repris dans un projet d'accord distribué sous la cote MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1. Ces versions de l'article 4 et du Code de pratique sont celles qui apparaissent dans le texte final de l'Accord OTC de l'OMC.

74. Les propositions concernant la transparence présentées par les pays nordiques, en particulier celles qui ont paru dans le document MTN.GNG/NG8/W/75, ont servi de base à l'élaboration de l'article 10 de l'Accord.<sup>24</sup> Certains aspects de la proposition des Etats-Unis concernant la transparence des activités des organismes régionaux à activité normative ont été incorporés à l'article 10.7 de l'Accord.

b) Essais, certification et évaluation de la conformité

75. S'agissant de l'évaluation de la conformité, la question du champ d'application de l'Accord concerne les types d'activités couverts par l'expression "évaluation de la conformité" et la nature des disciplines applicables aux différents types d'organismes d'évaluation de la conformité (institutions du gouvernement central, institutions publiques locales, organismes régionaux ou non gouvernementaux).

---

<sup>24</sup>Voir en particulier la dernière partie du paragraphe liminaire où il est dit "et de fournir les documents pertinents" et les articles 10.1.4, 10.2, 10.3.3, 10.4, 10.10 et 10.11.

On trouvera dans la présente section un historique des négociations sur les disciplines concernant l'évaluation de la conformité.<sup>25</sup>

i) Négociations du Tokyo Round

76. Le projet de Code de la normalisation (COM.IND/W/108; MTN/NTM/W/5) comprenait un certain nombre de dispositions concernant la "conformité aux normes et aux réglementations techniques" et les "systèmes d'assurance de qualité". L'article 8 du projet de Code traitait de la conformité aux normes (voluntary standards) et visait les organismes gouvernementaux ou non, l'article 10 concernait les systèmes d'assurance de qualité des institutions du gouvernement central destinés à garantir la conformité aux normes, l'article 12 portait sur les systèmes appliqués par des organismes d'assurance de qualité autres que des institutions du gouvernement central pour garantir la conformité aux normes et l'article 15 avait trait aux systèmes ou arrangements internationaux et régionaux d'assurance de qualité destinés à garantir la conformité aux normes. Seul l'article 10 prévoyait des disciplines relevant du premier niveau d'obligation, les disciplines énoncées dans tous les autres articles cités étant exprimées sous la forme suivante: "les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que ...". Dans le projet de Code de la normalisation, "organisme d'assurance de qualité" était défini comme suit: "organisation ou personne, relevant ou non du gouvernement, indépendante du producteur ou du fournisseur, et qui donne des garanties de la conformité des produits à la spécification technique en cause ou des renseignements sur la base desquels peut être prise une décision quant à la conformité à la spécification technique"; la définition de "système d'assurance de qualité" était la suivante: "système institutionnel doté de ses propres règles de pratique et de sa propre administration, au titre duquel un ou plusieurs organismes d'assurance de qualité garantissent que les produits agréés ou certifiés conformément à ce système sont conformes aux conditions prescrites par la spécification technique en cause".<sup>26</sup>

77. En 1976 (MTN/NTM/W/37, page 9), la CE a proposé une nouvelle version de l'article 8, qui était rédigée comme suit<sup>27</sup>:

- "a) *Les adhérents feront en sorte que les organismes d'assurance de qualité qui relèvent directement du gouvernement central se conforment aux dispositions des articles 5 et 6 en ce qui concerne:*
- i) *leurs méthodes d'essai et leurs procédures administratives de détermination de la conformité aux normes;*

---

<sup>25</sup>Il est déjà fait mention, dans la section précédente, des propositions visant à améliorer la transparence de différentes activités, y compris celles qui touchaient à l'évaluation de la conformité. Parmi ces dernières, on notera les propositions du Japon visant à accroître la transparence de l'application des systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/6, 36, 36/Rev.1) et du processus d'élaboration des normes et des systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/6, 37).

<sup>26</sup>Les versions du projet de Code distribuées après le document MTN/NTM/W/71 ne donnaient pas de définition pour organisme ou système d'assurance de qualité ou de certification.

<sup>27</sup>En 1977, la CE a fait une proposition similaire demandant que des obligations de premier niveau soient imposées aux organismes de certification qui étaient des institutions du gouvernement central (MTN/NTM/W/72, page 12).

- ii) *la garantie de la conformité aux normes, les "réglementations techniques" étant partout remplacées par "normes" et l'"article 2", à l'article 5 b) étant remplacé par l'"article 4.*
- b) *Les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les autres organismes d'assurance de qualité qui sont de leur ressort territorial se conforment aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus."*

78. En mars 1976, l'expression "assurance de qualité" a été remplacée par le terme "certification" (MTN/NTM/W/38). Plusieurs propositions ont été examinées par la suite (voir par exemple les documents MTN/NTM/W/37, 50, 72, 95, 120 et 151) et, en 1978, une proposition de vaste portée a été présentée, qui visait à remanier les articles 5 à 15 (MTN/NTM/W/176). L'article 5 du nouveau texte couvrait à la fois les règlements techniques et les normes puisqu'il traitait de la détermination, par les institutions du gouvernement central, de la conformité à ces deux types d'instruments. Le projet d'article 6 concernait la détermination, par les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux, de la conformité aux règlements techniques et aux normes. Les systèmes de certification appliqués par des institutions du gouvernement central faisaient l'objet de l'article 7, l'article 8 visait les systèmes de certification appliqués par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux et l'article 9 portait sur les systèmes internationaux et régionaux de certification.

79. L'article 5 énonçait des obligations de premier niveau, l'article 6 des obligations de second niveau: les obligations prévues à l'article 5 étaient similaires à celles que devait imposer l'article 5 de l'Accord OTC du Tokyo Round; celles qui étaient énoncées à l'article 6 revêtaient la forme suivante: "les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir". Comme il a été indiqué plus haut (voir le paragraphe 58), le membre de phrase employé à l'article 6 pour indiquer que la clause de l'effort maximal était appliquée a par la suite été remplacé par "prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir". Comme en ce qui concerne les articles 3 et 4, une déclaration a par la suite été ajoutée à l'article 6 qui disposait ce qui suit: "les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5" (MTN/NTM/W/192/Rev.4; voir le paragraphe 58).

80. Dans le document MTN/NTM/W/176, la version révisée de l'article 7 (systèmes de certification appliqués par des institutions du gouvernement central) énonçait des obligations de premier niveau pour ces organismes, de même nature que celles qui devaient être prévues à l'article 7 de l'Accord OTC du Tokyo Round. Elle ne comprenait pas l'expression "sans discrimination" qui figurerait dans les dispositions correspondantes des articles 7.3.3, 7.3.4, 7.4.2 et 7.4.3 de cet accord et n'indiquait pas ce qu'il fallait entendre par "accès d'un fournisseur". En décembre 1978, une définition d'"accès d'un fournisseur" a été ajoutée à l'article 7.2 et l'expression "sans discrimination" a été introduite dans les dispositions susmentionnées (MTN/NTM/W/192/Rev.1 et Rev.2).

81. L'article 8 figurant dans le document MTN/NTM/W/176 était constitué de deux paragraphes dont le second énonçait les mêmes obligations que celles qui seraient prévues à l'article 8.2 de l'Accord OTC du Tokyo Round. L'article 8 était libellé comme suit:

- "a) *Les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, dans l'application de systèmes de certification, les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 7.*

- b) *Les adhérents feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes de certification appliqués par des institutions publiques locales ou des organismes non gouvernementaux que dans la mesure où ces institutions, organismes et systèmes se conforment aux dispositions pertinentes de l'article 7.*"

Les obligations relatives aux renseignements devant être fournis par les Parties ont été introduites à l'article 8.1, dans le texte présenté en mars 1979 (MTN/NTM/W/192/Rev.4).<sup>28</sup>

82. L'article 9 figurant dans le document MTN/NTM/W/176 était constitué de deux paragraphes, le premier étant similaire à l'article 9.1 du Code du Tokyo Round. Le second paragraphe était libellé comme suit:

*"Les adhérents useront de tous les moyens raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les systèmes et les organismes internationaux et régionaux de certification dont sont membres ou auxquels participent des organismes compétents de leur ressort territorial soient conformes aux dispositions de l'article 7."*

L'examen des articles concernant les systèmes de certification appliqués par des institutions du gouvernement central et les systèmes internationaux et régionaux de certification s'est poursuivi et, en décembre 1978, deux paragraphes (9.3 et 9.4) ont été ajoutés à l'article 9 relatif aux systèmes internationaux et régionaux de certification (MTN/NTM/W/192/Rev.1).

ii) Négociations du Cycle d'Uruguay

83. Les disciplines concernant l'évaluation de la conformité aux normes sont énoncées principalement dans les articles 5 à 9 de l'Accord OTC du Cycle d'Uruguay. La présente section commence par un résumé de l'évolution de la situation en ce qui concerne les différents types d'activités d'évaluation de la conformité pour lesquels les délégations ont proposé l'adoption de disciplines au cours du Cycle d'Uruguay. Elle traite ensuite de la nature des disciplines applicables aux différents types d'organisations.

Types d'activités couverts par l'évaluation de la conformité

84. S'agissant de l'évaluation de la conformité aux normes, les disciplines prévues par l'Accord OTC du Tokyo Round concernaient principalement les essais et la certification. Lors du Cycle d'Uruguay, les négociateurs en ont étendu le champ à l'inspection et l'homologation des produits. Au début des négociations, les Etats-Unis ont présenté des propositions concernant les essais, l'inspection et l'homologation du type et les procédures d'homologation des produits (MTN.GNG/NG8/W/1 et 23). Les débats auxquels ces propositions ont donné lieu ont porté, entre autres choses, sur les types d'activités et d'organismes soumis aux disciplines, sur la nature des disciplines imposées aux divers organismes, sur la possibilité de recourir dans la pratique aux services d'experts techniques impartiaux pour chaque homologation, sur les délais pertinents et sur le fait qu'il était important de ne pas dissocier les questions des essais et de l'inspection de celle de l'homologation des produits. Il a également été souligné qu'il devrait être fait référence à des critères internationalement admis pour le fonctionnement des organismes d'homologation et que les progrès accomplis dans ce domaine au sein d'autres instances devraient être pris en compte (voir MTN.GNG/NG8/4, 6, 8, 10, 12, 16, 17 et 18).

---

<sup>28</sup>Le passage correspondant précisait ce qui suit "... en notant que c'est aux Parties qu'il incombera de fournir les renseignements visés aux articles 7.3.3. et 7.4.2, de présenter la notification visée à l'article 7.4.1, ainsi que de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées à l'article 7.4.3".

85. Les pays nordiques ont proposé d'élargir et de renforcer les dispositions relatives aux essais et aux certifications "en ajoutant l'obligation de suivre les recommandations acceptées sur le plan international pour les essais, inspections et certifications effectués aux niveaux national et régional, et en clarifiant certaines des dispositions actuelles de l'Accord" (MTN.GNG/NG8/W/15/Add.1). Ces éléments ont été pris en compte dans les propositions que ces pays ont présentées au sujet des procédures d'essai et des procédures d'inspection (MTN.GNG/NG8/W/41 et 42). La proposition concernant les procédures d'inspection abordait également d'autres questions, comme la définition et la portée de certains termes<sup>29</sup>, la transparence, le traitement non discriminatoire, les procédures simplifiées et les mécanismes administratifs, qui ne devaient pas provoquer de retard indu ni créer d'obstacles au commerce international, et l'acceptation réciproque des résultats d'inspection<sup>30</sup>; en outre, elle prévoyait des disciplines concernant les activités des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux (voir plus bas).

86. Les débats ont abouti à une révision et à une synthèse des propositions concernant différents aspects de l'évaluation de la conformité. Les Etats-Unis ont présenté une proposition révisée sur l'homologation des produits (MTN.GNG/NG8/W/52/Rev.1; voir également le paragraphe 139) et ils ont aussi fait une proposition au sujet des systèmes d'agrément ou d'homologation des laboratoires d'essais et des organismes d'inspection ou d'enregistrement des systèmes d'assurance de la qualité (MTN.GNG/NG8/W/60). Ils ont indiqué que cette proposition complétait les communications précédentes concernant les procédures d'essai, d'inspection et d'homologation et suivait les dispositions relatives à la certification de l'Accord OTC du Tokyo Round et que certains de ses passages s'inspiraient d'autres propositions qui avaient été présentées pendant les négociations.

87. Les pays nordiques ont présenté une proposition révisée portant à la fois sur les procédures d'essai et les procédures d'inspection (MTN.GNG/NG8/W/50; voir également le paragraphe 139). Cette proposition portait sur l'article 5 et définissait certains termes et expressions pertinents: par "évaluation de la conformité", il fallait entendre l'"examen systématique de la capacité d'un produit, d'un procédé ou d'un service à satisfaire à des prescriptions déterminées", par "essai" l'"évaluation de la conformité par la mesure ou l'analyse d'une ou de plusieurs caractéristiques d'un produit, d'un procédé ou d'un service donné, selon une procédure déterminée", et par "inspection" l'"évaluation de la conformité par des moyens autres que l'essai (par exemple par vérifications visuelles)".

88. Le Canada a ultérieurement proposé l'adoption de disciplines (MTN.GNG/NG8/W/69) visant à améliorer le fonctionnement, la transparence et la reconnaissance mutuelle des systèmes de certification des produits aux termes de l'Accord. Il a proposé de remplacer le titre précédent l'article 7 par "Assurance de conformité aux règlements techniques ou aux normes" et d'ajouter des dispositions sur le fonctionnement des systèmes de certification parallèles aux règles utilisées pour l'évaluation de la conformité (par exemple les essais) aux règlements techniques et aux normes visés par l'article 5; de remplacer le terme "autocertification" par l'expression "déclaration de conformité" à l'article 5.2; d'incorporer le principe de l'encouragement de la reconnaissance mutuelle de la certification par l'acceptation des produits certifiés par des organismes accrédités en vertu des lignes directrices des normes internationales pertinentes; d'élargir la portée des dispositions de l'Accord pour garantir la transparence des procédures de certification; et d'intégrer à l'Accord les dispositions sur la certification et les autres méthodes d'assurance de conformité, par exemple en incluant à l'article visé par le Canada les dispositions de l'article 9 sur les systèmes internationaux et régionaux de certification.

---

<sup>29</sup>Il s'agissait des termes suivants: "inspection", "organisme d'inspection" et "méthode d'inspection".

<sup>30</sup>Dans le document MTN.GNG/NG8/W/58, la Nouvelle-Zélande a estimé que la proposition des pays nordiques relative aux procédures d'essai et d'inspection complétait sa proposition concernant les PMP. Pour avoir davantage de précisions sur la proposition de la Nouvelle-Zélande, voir la Section III.

89. Tenant compte des différents aspects traités dans les diverses propositions, la CE a présenté une proposition sur les procédures d'évaluation de la conformité qui élargissait le champ des activités visées (MTN.GNG/NG8/W/72). Dans cette proposition, l'expression "procédure d'évaluation de la conformité" était définie comme suit:

*"Toute procédure technique utilisée, directement ou indirectement, pour donner une assurance positive qu'un produit est conforme aux règlements techniques ou aux normes applicables."*

Une note explicative précisait ce qui suit: *"Aux fins du présent accord, les procédures possibles d'évaluation de la conformité ou leurs éléments sont, entre autres choses, une déclaration de conformité émise par le fabricant en ce qui concerne le produit ou le système d'assurance de la qualité (système qualité) utilisé; la communication ou la disponibilité de renseignements concernant le produit ou le système qualité utilisé; l'essai et le contrôle du produit ou du système qualité utilisé; la certification du produit ou l'enregistrement du système qualité utilisé; l'apposition d'une marque de conformité; l'accréditation (agrément) des laboratoires d'essais, des organismes de contrôle, ou des organismes de certification; l'homologation du type, l'homologation du lot, ou l'homologation unitaire du produit, ou l'homologation du système qualité utilisé; de bonnes pratiques aux stades de la fabrication, des essais en laboratoires et des tests cliniques."*

90. S'agissant de l'article 5, la proposition de la Communauté prévoyait des disciplines révisées qui étaient similaires à celles qui devaient être adoptées dans le texte final de l'Accord OTC de l'OMC. Elle comportait également des suggestions concernant les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux, les accords de reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité et certaines modifications à apporter à l'article 10.

91. Selon le projet d'accord présenté par le Président du Groupe de négociation en juillet 1990 (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3), il y avait "une large convergence de vues" au sujet de l'article 5, sauf en ce qui concernait les dispositions suivantes:

*"5.1.3 toute prescription concernant les procédures d'évaluation de la conformité de spécimens d'un produit sera limitée à ce qui est raisonnable et nécessaire;*

*5.1.4 les autorités compétentes fonderont leurs décisions d'homologation sur des preuves techniques solides;*

...

*5.1.8 le caractère confidentiel des renseignements concernant les produits importés, qui peuvent résulter de l'évaluation de la conformité ou être fournis à cette occasion, sera respecté de la même façon que dans le cas des produits d'origine nationale afin que les intérêts commerciaux légitimes soient protégés".*

Les participants n'avaient pas pu s'entendre sur la définition de "procédure d'évaluation de la conformité", sur les dispositions concernant la reconnaissance de l'évaluation de la conformité (article 6), ni sur les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux (article 7). Le projet proposait deux définitions pour "procédure d'évaluation de la conformité", l'une ayant été suggérée par les délégations des pays nordiques



(sur la base des définitions de l'ISO/CEI)<sup>31</sup> et l'autre étant tirée de la proposition de la CE concernant les procédures d'évaluation de la conformité. Ces définitions étaient les suivantes:

"Procédure d'évaluation de la conformité"

*Toute procédure utilisée pour déterminer, directement ou indirectement, que les prescriptions pertinentes de règlements techniques ou de normes sont satisfaites.*

*Note: Les procédures d'évaluation de la conformité comprennent, entre autres choses, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de contrôle; d'évaluation, de vérification et d'assurance de la conformité; d'enregistrement, d'accréditation et d'homologation ainsi que leurs combinaisons.*

Procédure d'évaluation de la conformité

*Toute procédure technique utilisée, directement ou indirectement, pour donner une assurance positive qu'un produit est conforme aux règlements techniques ou aux normes applicables.*

Note explicative:

*Aux fins du présent accord, les procédures possibles d'évaluation de la conformité ou leurs éléments sont, entre autres choses, une déclaration de conformité émise par le fabricant en ce qui concerne le produit ou le système d'assurance de la qualité (système qualité) utilisé; la communication ou la disponibilité de renseignements concernant le produit ou le système qualité utilisé; l'essai et le contrôle du produit ou du système qualité utilisé; la certification du produit ou l'enregistrement du système qualité utilisé; l'apposition d'une marque de conformité; l'accréditation (agrément) des laboratoires d'essais, des organismes de contrôle, ou des organismes de certification; l'homologation du type, l'homologation du lot, ou l'homologation unitaire du produit, ou l'homologation du système qualité utilisé; de bonnes pratiques aux stades de la fabrication, des essais en laboratoires et des tests cliniques."*

92. La première définition a été adoptée et intégrée au texte final de l'Accord OTC de l'OMC. Introduire l'évaluation de la conformité dans l'Accord revenait à regrouper les deux sections sur les essais et la certification figurant dans l'Accord OTC du Tokyo Round. Des ajustements ont donc dû être opérés dans d'autres parties de l'Accord, par exemple à l'article 9.

Disciplines applicables aux différents types d'organismes s'occupant de l'évaluation de la conformité

93. Certaines des propositions mentionnées ci-dessus traitaient spécifiquement des disciplines relatives aux procédures d'évaluation de la conformité appliquées par les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux ou régionaux. Par exemple, les propositions de la CE concernant le Code de pratique à l'intention des organismes non gouvernementaux et l'extension des obligations aux institutions publiques locales se rapportaient aux articles 3, 6 et 8 de l'Accord et couvraient la conformité et l'application des systèmes de certification. La CE considérait que le champ d'application du Code de pratique devait comprendre "aussi la détermination de la conformité et l'application des systèmes de certification" (MTN.GNG/NG8/W/31, page 3) et soulignait "le lien qui existe entre cet élément et les deux autres qu'elle exposera ultérieurement, à savoir les institutions publiques locales

---

<sup>31</sup>Voir le document MTN.GNG/NG8/W/79. Le projet amendement des définitions pertinentes du Guide ISO/CEI 2 figurait dans l'Appendice du document MTN.GNG/NG8/W/79.

et les activités en matière d'essais et de certification. En conséquence, toute évaluation définitive devrait être faite sur la base de ces trois éléments considérés dans leur ensemble" (MTN.GNG/NG8/W/49, page 3). La section précédente résume les débats concernant les propositions de la CE sur le Code de pratique et les propositions des Etats-Unis sur les normes et systèmes de certification régionaux et sur la transparence des accords de normalisation. La présente section porte sur les autres propositions relatives aux activités d'évaluation de la conformité qui prévoyaient des dispositions spécifiques applicables aux organismes autres que les institutions du gouvernement central.

94. La proposition des pays nordiques concernant les procédures d'inspection prévoyait des disciplines pour les services d'inspection assurés par les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux, et indiquait ce qui suit: *"Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions ci-dessus concernant les procédures d'inspection. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions ci-dessus concernant les procédures d'inspection."* (MTN.GNG/NG8/W/42, page 4).

95. De même, la proposition des Etats-Unis concernant les systèmes d'agrément ou d'homologation des laboratoires d'essais et des organismes d'inspection ou d'enregistrement des systèmes d'assurance de la qualité (MTN.GNG/NG8/W/60) contenait les dispositions suivantes:

*"8.1 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, dans l'application de systèmes d'agrément ou d'homologation de laboratoires d'essais et d'organismes d'inspection ou d'enregistrement des systèmes d'assurance de la qualité, les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 7, à l'exception de celles de l'article 7, paragraphe 4.2, en notant que c'est aux Parties qu'il incombera de fournir les renseignements visés à l'article 7, paragraphes 4.3 et 4.2, de présenter la notification visée à l'article 7, paragraphe 5.1, ainsi que de présenter les observations et de se prêter aux discussions visées à l'article 7, paragraphe 5.3. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 7."*

*8.2 Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes d'agrément ou d'homologation des laboratoires d'essais et des organismes d'inspection ou d'enregistrement des systèmes d'assurance de la qualité, appliqués par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux que dans la mesure où ces institutions, organismes et systèmes se conforment aux dispositions pertinentes de l'article 7."*

Il était suggéré de remanier l'article 5.2 et de le remplacer par le texte suivant:

*"Les Parties feront en sorte, toutes les fois que cela sera possible, que les institutions de leur gouvernement central acceptent les résultats de l'essai et de l'inspection, les certificats ou marques de conformité émanant d'organismes compétents du ressort territorial d'autres Parties, ou se satisfont de la déclaration de conformité de producteurs établis sur le territoire d'autres Parties, même lorsque les méthodes d'essai et d'inspection différeront des leurs, à la condition que l'organisme en question ait été agréé ou homologué au titre des (nouveaux) articles 7 ou 8 ou qu'elles se soient assurées, par ailleurs, que les méthodes utilisées sur le territoire de la Partie exportatrice fournissent un moyen suffisant de déterminer la conformité aux prescriptions applicables. Il est reconnu que des consultations préalables pourraient être nécessaires pour*

*arriver à un accord mutuellement satisfaisant au sujet de la déclaration de conformité, des méthodes et des résultats d'essai, et d'inspection, et des certificats ou marques de conformité utilisés sur le territoire de la Partie exportatrice, en particulier dans le cas des denrées périssables et autres produits susceptibles d'altération pendant le transport."*

96. La proposition de la CE concernant les procédures d'évaluation de la conformité (MTN.GNG/NG8/W/72) comprenait l'article reproduit ci-après sur les disciplines applicables aux institutions publiques locales et aux organismes non gouvernementaux.<sup>32</sup>

"7.1 *Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité, ainsi que les organismes régionaux non gouvernementaux qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité et dont l'un ou plusieurs de leurs organismes non gouvernementaux sont membres, se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager les institutions publiques locales ou les organismes non gouvernementaux appliquant des procédures d'évaluation de la conformité à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5.*

7.2 *Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes non gouvernementaux ou des institutions publiques locales que dans la mesure où ceux-ci se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6."*

97. Le projet d'accord présenté par le Président du Groupe en juillet 1990 indiquait que les délégations n'avaient pu arriver à un accord sur les dispositions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3). Plusieurs variantes y étaient proposées, à savoir:

---

<sup>32</sup>En mai 1990, le Canada a proposé d'apporter des modifications à l'article 2.1 de l'Accord du Tokyo Round (MTN.GNG/NG8/W/77), indiquant que sa proposition était liée à d'autres propositions, notamment celle que la CE avait présentée au sujet des procédures d'évaluation de la conformité, laquelle suggérait que le facteur risque soit pris en compte, et celle des pays nordiques concernant différents types de règlements techniques et de normes. Il a proposé de modifier l'article 2.1 en y incorporant le principe de l'application proportionnelle et dégressive des règlements techniques et des normes. Le Canada précisait que les modifications proposées s'appliqueraient "aux institutions du gouvernement central, mais [que] les obligations additionnelles vaudraient aussi pour les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux visés par les dispositions pertinentes des articles 3 et 4 [de l'Accord du Tokyo Round]". Les principaux objectifs de cette proposition étaient de faire en sorte que le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée soient appliqués; que ni les règlements techniques ou les normes, ni leur application, n'aient pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce, que les règlements techniques et les normes soient fondés sur un degré de risque acceptable et ne contiennent pas de prescriptions plus rigoureuses que ce qui était nécessaire pour atteindre les objectifs de la proposition, qu'ils ne soient pas maintenus si les circonstances qui avaient conduit à leur adoption avaient cessé d'exister ou avaient changé de telle sorte qu'il était possible d'y répondre d'une manière ayant moins d'effets de restriction sur les échanges et qu'ils ne soient pas appliqués de manière à affecter des produits importés qui étaient originaires de zones géographiques (ou destinés à des zones) où le problème qu'ils visaient à résoudre n'existait pas.

*7.1 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité, ainsi que les organismes régionaux qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité et dont l'un ou plusieurs de leurs organismes sont membres, se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager les institutions ou les organismes appliquant des procédures d'évaluation de la conformité à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5.*

*7.2 Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes non gouvernementaux ou des institutions publiques locales que dans la mesure où ces organismes ou ces institutions se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6.*

\* \* \*

*7.1 Les Parties feront en sorte que les institutions publiques locales de leur ressort territorial se conforment aux dispositions des articles 5 et 6, notant que:*

*7.1.1 la notification ne sera pas exigée dans les cas où une institution publique locale agit seulement en qualité de sous-traitant d'un organisme du gouvernement central; et*

*7.1.2 les contacts avec les autres parties dont il est fait état aux paragraphes 5 et 6 de l'article 5 auront lieu par l'intermédiaire de la partie concernée.*

*(Proposition des pays nordiques datée du 18 juillet 1990)*

*7.2 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité se conforment aux dispositions des articles 5 et 6, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6 de l'article 5. En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces organismes à agir d'une manière incompatible avec les dispositions des articles 5 et 6.*

*7.3 Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales ou des organismes non gouvernementaux que dans la mesure où ces institutions ou ces organismes se conforment aux dispositions des articles 5 et 6, à l'exception de celles de l'alinéa 2 du paragraphe 5 et de l'alinéa 1 du paragraphe 6 de l'article 5.*

\* \* \*

*7.1 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux de leur ressort territorial qui appliquent des procédures d'évaluation de la conformité se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception des prescriptions relatives à la notification (5.5.2 et 5.6.1). En outre, les Parties ne prendront pas de mesures qui aient pour effet, directement*

*ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces institutions ou ces organismes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5 (et de l'article 6).*

*7.2 Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux que dans la mesure où ces institutions ou ces organismes se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception des prescriptions relatives à la notification (articles ...; ...)."*

98. Les discussions qui ont suivi ont abouti à la séparation des dispositions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales (article 7 du texte révisé qui a été distribué sous la cote MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1) et des dispositions concernant les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes non gouvernementaux (article 8 du texte révisé). Il était indiqué dans le texte révisé qu'un accord était intervenu au sujet de l'article 8, mais pas de l'article 7 qui traitait des institutions publiques locales. Le document MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1 proposait deux variantes pour l'article 7, la première prévoyant l'imposition d'obligations de premier niveau et la deuxième l'application de la clause de l'effort maximal. Cette question était liée à celle des disciplines concernant l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux (article 3). A l'issue d'un nouvel examen, les participants sont convenus que les disciplines de l'article 7 seraient énoncées sous la forme suivante: "prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que...".

99. S'agissant de l'évaluation de la conformité aux niveaux régional et international, les participants ont examiné l'élargissement du champ des activités soumises aux disciplines prévues par l'Accord, ainsi que les points soulevés dans la proposition des Etats-Unis sur les organismes régionaux et dans la proposition du Canada concernant les disciplines applicables aux systèmes de certification (MTN.GNG/NG8/W/35 et 69).<sup>33</sup> Il est indiqué dans le projet d'accord présenté par le Président du Groupe en juillet 1990 (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3) qu'il y avait une large convergence de vues sur les deux premiers paragraphes de l'article (signalés en caractères gras), mais des divergences en ce qui concernait les autres paragraphes. L'article figurant dans le projet de texte présenté par le Président était libellé comme suit:

"Article 8

**Systèmes internationaux et régionaux**

**8.1 Dans les cas où une assurance positive de conformité à un règlement technique ou à une norme est exigée, les Parties, toutes les fois que cela sera possible dans la pratique, élaboreront et adopteront des systèmes internationaux et en deviendront membres ou y participeront.**

**8.2 Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité dont sont membres ou auxquels participent des organismes compétents de leur ressort territorial se conforment aux dispositions de l'article 5, à l'exception de celles de l'alinéa 1 du paragraphe 1, eu égard aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 8. En outre, les Parties ne prendront pas de**

---

<sup>33</sup>Comme il a été indiqué dans la section précédente, un certain nombre d'éléments figurant dans la proposition des Etats-Unis ont été introduits dans les articles 4 et 10 de l'Accord.

*mesures qui aient pour effet, directement ou indirectement, d'obliger ou d'encourager ces systèmes à agir d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'article 5.*

8.3 *Les Parties prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que les systèmes internationaux et régionaux de certification de produits et les guides des organismes de certification dont sont membres, ou auxquels participent, des organismes compétents de leur ressort territorial soient élaborés et appliqués de manière que les fournisseurs de produits similaires originaires du territoire d'autres Parties y aient accès à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires originaires d'un pays membre, d'un pays participant ou de tout autre pays, y compris la détermination que ces fournisseurs sont désireux et en mesure de remplir les obligations que comporte le système. Un fournisseur a accès à un système lorsqu'il obtient, selon les règles du système, une certification d'une Partie importatrice qui est membre du système ou qui y participe, ou d'un organisme habilité par ce système à délivrer une certification. Cela implique aussi qu'il reçoive la marque du système, s'il en existe une, à des conditions qui ne soient pas moins favorables que celles qui sont consenties aux fournisseurs de produits similaires originaires d'un pays membre ou d'un pays participant.*

8.4 *Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes internationaux ou régionaux de certification de produits et des guides des organismes de certification que dans la mesure où ces systèmes et ces guides se conforment aux dispositions de l'article 5 et du paragraphe 3 de l'article 8.*

8.4 *Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central ne se fondent sur des systèmes internationaux ou régionaux d'évaluation de la conformité que dans la mesure où ces systèmes se conforment aux dispositions des articles 5 et 6, selon le cas."*

100. Ce projet de texte prévoyait d'imposer des obligations de premier niveau en ce qui concernait le recours des institutions du gouvernement central aux systèmes internationaux ou régionaux d'évaluation de la conformité et d'appliquer des obligations de second niveau en ce qui concernait les systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité dont étaient membres ou auxquels participaient des organismes compétents de leur ressort territorial. Deux variantes ont été proposées pour l'article 8.4.

101. L'article 8.3 du projet de texte présenté par le Président était mentionné à l'article 8.2 et dans la première variante proposée pour l'article 8.4. Après un examen de la question, il a été décidé de supprimer l'article 8.3 qui figurait dans ce texte (voir MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1). La deuxième variante de l'article 8.4 a donc été choisie et la mention de l'article 8.3 qui figurait dans le texte de l'article 8.2 a été remplacée par une référence à l'article 6 (relatif à la reconnaissance de l'évaluation de la conformité par des institutions du gouvernement central); la seconde variante qui était proposée pour l'article 8.4 faisait déjà référence aux articles 5 et 6.<sup>34</sup>

102. Comme les dispositions concernant les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales et les dispositions relatives aux procédures appliquées par des organismes non gouvernementaux ont été séparées pour faire l'objet des articles 7 et 8 (voir le paragraphe 98 ci-dessus), l'article traitant des systèmes internationaux et régionaux est devenu l'article 9

---

<sup>34</sup>L'article 6 figurait en caractères normaux dans le projet de texte présenté par le Président (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3), ce qui signifiait qu'il avait des divergences de vues et qu'il fallait procéder à de plus amples travaux.

(MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1). Les disciplines, ainsi révisées, ont été incorporées au texte final de l'Accord OTC de l'OMC.

### III. PROCEDES ET METHODES DE PRODUCTION (PMP)

#### Négociations du Tokyo Round et débats concernant les PMP dans le contexte de l'article 14.25 de l'Accord

103. Dans l'Accord OTC du Tokyo Round, les expressions "règlement technique" et "norme" ne sont définies qu'en termes de caractéristiques des produits. L'article 14.25 est la seule disposition de l'Accord dans laquelle il est fait mention des PMP.

104. En juin 1980, à la demande du Comité des obstacles techniques au commerce (TBT/M/3), le secrétariat a préparé un document factuel sur l'historique de la négociation (dans le cadre du Tokyo Round) de la définition de l'expression "spécification technique" ainsi que des dispositions de l'article 14.25 de l'Accord OTC dans la mesure où il était question des PMP. Les parties de ce document (TBT/W/15) qui touchent aux questions de fond sont reproduites ci-après (paragraphe 105 à 111).

105. En mai 1975, le Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" est convenu de fonder ses travaux sur le texte qui avait été élaboré avant la négociation. A ce stade, les PMP étaient exclus du champ d'application du projet de code du fait de la définition qui avait été donnée au terme "spécification technique" ("*standard*"):

*"Le terme de "spécification technique" désigne toute spécification qui définit quelques-unes ou l'ensemble des propriétés d'un produit en termes de qualité, de pureté, de nutrition, de propriétés d'emploi, de dimensions ou d'autres caractéristiques. Il couvre également, lorsque cela est applicable, les spécifications concernant l'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage, dans la mesure où elles visent les produits plutôt que les procédés. En sont exclues les spécifications techniques qui sont élaborées à l'usage d'une seule entreprise, publique, semi-publique ou privée, aux fins de la propre production de cette entreprise ou de ses achats."* (MTN/NTM/W/5)

106. En septembre-octobre 1975, compte tenu des travaux de l'ISO et de la Commission économique pour l'Europe, la définition du terme "spécification technique" figurant dans le projet de code a été modifiée de manière à inclure "l'énoncé des procédés, conditions de croissance et méthodes de production dont l'observation est nécessaire dans l'intérêt de la santé et de la sécurité" (MTN/NTM/W/25). Toutefois, en janvier-février 1976, cette phrase a été supprimée et le terme spécification technique a été défini comme suit:

*"Document définissant les caractéristiques requises d'un produit telles que les niveaux de qualité ou de performance, la sécurité, les dimensions. Ce document peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions concernant la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage."* (MTN/NTM/W/38)

107. Les débats sur cette question se sont poursuivis et les Etats-Unis ont proposé de modifier la définition en y ajoutant ce qui suit:

*"Pour les besoins du présent code, on peut entendre également par "spécification technique" l'énoncé des procédés et des méthodes de production, [dont l'observation est nécessaire dans l'intérêt de la santé et de la sécurité"], [dans la mesure où ils sont indispensables pour parvenir*

*au produit final recherché." ] [dans la mesure où ils influent sur les caractéristiques du produit final. ]" (MTN/NTM/W/37)*

Par la suite, les débats de la réunion de mai 1976 ont abouti à la suppression des crochets et la proposition fut libellée comme suit:

*"Pour les besoins du présent code, la notion de "spécification technique" englobe l'énoncé des procédés et des méthodes de production, dans la mesure où ils sont indispensables pour parvenir au produit final recherché." (MTN/NTM/W/50)*

108. En mars 1977, le Groupe "Agriculture" a commencé à examiner la question de l'applicabilité du projet de code aux produits agricoles. Les débats ont notamment fait ressortir qu'il "faudra[it] inclure des définitions appropriées s'il [était] décidé que le code [devait] également traiter des méthodes de transformation et de production". (MTN/AG/W/21)

109. A sa réunion de mars 1977, le Sous-Groupe "Obstacles techniques au commerce" est convenu du libellé des définitions qui serait inclus dans le projet de code (MTN/NTM/31). Toute mention des PMP avait à nouveau été supprimée. Comme les définitions avaient fait l'objet de débats complexes et donné lieu à de vives controverses, aucune délégation n'a souhaité rouvrir la discussion par la suite. La définition donnée ci-après du terme "spécification technique" a donc été conservée telle quelle dans les projets successifs, puis incorporée dans le texte même de l'Accord. Elle se lit comme suit:

*"Spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriétés d'emploi, la sécurité, les dimensions. Elle peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions applicables à un produit en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage et l'étiquetage.*

Note explicative:

*L'Accord ne vise que les spécifications techniques qui se rapportent à des produits. De ce fait, le libellé de la définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation est modifié afin d'exclure les services et les codes de pratique."*

110. Les débats concernant les PMP se sont poursuivis sous la rubrique "Portée du code"; à sa réunion de septembre 1977, le Sous-Groupe a examiné une proposition des Etats-Unis selon laquelle "les procédés et méthodes de production devraient être assujettis aux dispositions du code lorsqu'ils ont un rapport direct avec les caractéristiques d'un produit" (MTN/NTM/W/95) et il a été convenu "qu'il fallait trouver le moyen de faire en sorte que les obligations qui découl[ai]ent du code ne soient pas tournées par l'élaboration de spécifications techniques fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques ou les propriétés d'emploi des produits". (MTN/NTM/W/120)

111. A la réunion de mars 1978, les pays nordiques ont proposé que:

*"les dispositions d'exécution [puissent] être invoquées dans les cas où un adhérent considérerait que des obligations découlant du code seraient tournées par l'élaboration de spécifications techniques fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques des produits." (MTN/NTM/W/151)*



A l'automne de 1978, le texte du projet de code a été simplifié et révisé. Le premier projet de texte révisé incorporait cette proposition à laquelle une ou deux modifications mineures avaient été apportées (MTN/NTM/W/192 et Add.2). En décembre 1978, plusieurs changements ont été introduits dans le texte du projet de code pour le rendre applicable aux produits agricoles, mais ils ne modifiaient pas sensiblement le texte de ce paragraphe. Ce texte a donc été incorporé dans l'Accord et en est devenu le paragraphe 25 de l'article 14, qui est ainsi conçu:

*"Les procédures de règlement des différends énoncées ci-dessus pourront être invoquées dans les cas où une Partie estimerait que des obligations découlant du présent accord seraient tournées par l'élaboration de prescriptions fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques des produits."*

112. A l'occasion des réunions qu'il a tenues en 1980 et 1981 (TBT/M/4, 5, 6 et 7), le Comité a examiné l'"Applicabilité de l'Accord aux procédés et aux méthodes de production". Le débat a fait ressortir des divergences de vues entre les membres du Comité.<sup>35</sup>

113. Selon l'un des points de vue exprimés, les rédacteurs de l'article 14.25 avaient voulu trouver une façon d'assujettir les spécifications techniques libellées en termes de PMP à tous les objectifs fondamentaux de l'Accord. Les PMP n'étaient pas visés explicitement par les autres dispositions de l'Accord parce que plusieurs participants aux négociations n'avaient pas voulu les soumettre à toutes les exigences de l'Accord en matière de procédures. Si l'on n'avait pas fait pression pour que soient adoptées au cours des négociations les propositions qui auraient précisé les dispositions de l'Accord auxquelles étaient assujettis les PMP, c'est parce qu'il avait été entendu que des recours pourraient être introduits en vertu de l'article 14.25 de l'Accord chaque fois que les PMP poseraient des problèmes commerciaux, et cela quelle que soit la nature du problème. Toute interprétation de l'article 14.25 qui serait restrictive et qui empêcherait les Parties de se plaindre de problèmes de fond découlant des PMP, par exemple de la discrimination découlant de l'application d'une mesure fondée sur des PMP, serait contraire à ce qui avait été convenu. Toute interprétation de ce genre aurait également pour effet de réduire l'utilité de l'Accord, en particulier en ce qui concerne le commerce des produits agricoles (mais pas uniquement à ce chapitre). Les Etats-Unis ont développé ce point de vue dans un document qui a été distribué sous la cote TBT/W/24 ainsi que dans les documents TBT/W/33 ("Liste exemplative des procédés et méthodes de production") et TBT/W/46 ("Définition et études de cas").

114. L'autre point de vue était que les mesures fondées sur des PMP n'étaient pas directement assujetties aux dispositions de fond ou de forme de l'Accord. L'article 14.25 ne s'appliquait que si l'on avait délibérément tenté d'échapper aux obligations de l'Accord ou de les tourner en formulant des prescriptions fondées sur des PMP plutôt que sur les caractéristiques des produits. Dans les définitions de l'Accord, il était uniquement fait mention des caractéristiques des produits; celui-ci ne s'appliquait donc pas aux PMP, sauf si ceux-ci étaient utilisés pour se soustraire aux obligations de l'Accord. Certaines propositions auraient eu pour effet de reconnaître de manière plus explicite l'applicabilité de l'Accord aux PMP, mais celles-ci avaient été rejetées. A l'époque, il avait été dit qu'il fallait inclure des définitions appropriées si l'on voulait que les PMP soient assujettis à l'Accord (MTN/AG/W/21). De telles définitions n'ayant pas été incluses et aucune modification n'ayant été apportée aux définitions existantes, il était clair que l'Accord ne visait pas les PMP.

---

<sup>35</sup>Les débats sur cette question ont pris une importance accrue après que le Comité eut été saisi de questions spécifiquement reliées aux PMP et concernant les prescriptions imposées par le Royaume-Uni au sujet du procédé utilisé pour réfrigérer la viande de volaille (voir TBT/Spec/4 et 5).

115. A sa réunion de juin 1981 (TBT/M/7), le Comité a noté qu'il n'avait pas été possible de parvenir à un consensus sur la question de l'applicabilité de l'Accord aux PMP; toutefois, afin de permettre l'échange de renseignements à ce sujet, le Comité a pris la décision ci-après:

*"Les délégations peuvent signaler à l'attention du Comité les PMP qui risquent de faire inutilement obstacle au commerce, sans qu'il s'agisse pour autant de leur consacrer un document distinct ayant la forme d'un catalogue. Les délégations devraient aussi avoir la faculté de présenter tous documents de travail et études de cas cherchant à démontrer que l'inclusion des PMP dans le champ de l'Accord pourrait conduire à l'élimination d'obstacles au commerce. Le secrétariat continuera de distribuer normalement les documents que des Parties présenteraient sur cette question." (TBT/16/Rev.8, paragraphe H)*

116. En septembre 1982, au cours de la préparation du premier examen triennal de l'application et de la mise en oeuvre de l'Accord, les Etats-Unis ont proposé que le Comité institue un groupe de travail chargé d'examiner la question de l'applicabilité de l'Accord aux procédés et méthodes de production en vue d'arriver à une interprétation qui ferait l'objet d'un consensus (TBT/12). La proposition a été appuyée par quelques membres du Comité, mais d'autres ont exprimé diverses réserves concernant l'utilité de pareil exercice, en faisant valoir notamment que les PMP n'étaient pas visés par l'Accord et que la question ne relevait donc pas de la compétence du Comité et en estimant qu'il ne s'agissait pas d'une question d'interprétation de l'Accord mais d'une question d'élargissement de son champ d'application (TBT/M/11, 12 et 13).

117. A la suite de consultations informelles, le Comité en est arrivé à la conclusion suivante à sa réunion d'octobre 1983 au sujet du fonctionnement de l'article 14.25 de l'Accord:

*"Le Comité reconnaît qu'il existe des divergences de vues entre les Parties au sujet de l'article 14.25 (...). Dans ce contexte, dans les cas où une Partie estimerait que des obligations découlant de l'Accord seraient tournées par l'élaboration de prescriptions fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques des produits, les Parties conviennent de coopérer aux procédures de règlements des différends." (TBT/M/14)*

#### Autres débats au sein du Comité du Tokyo Round chargé des obstacles techniques au commerce

118. La question des PMP a été soulevée à nouveau en 1988 dans le cadre des travaux du Comité concernant la mise à jour des définitions utilisées dans l'Accord, au regard de la cinquième édition du Guide ISO/CEI 2 (1986). Le Comité a examiné une proposition des pays nordiques ayant pour objet de mettre à jour les définitions sans qu'il soit porté atteinte à la substance de l'Accord (TBT/W/103), notamment en modifiant de la façon indiquée ci-après le libellé de la "Note explicative" relative à la définition de "spécification technique" qui figure dans l'Accord:

*"L'Accord ne vise que les spécifications techniques qui se rapportent à des produits. De ce fait, le libellé de la définition correspondante de la Commission économique pour l'Europe et de l'Organisation internationale de normalisation est modifiée afin d'exclure les services et les codes de pratique les procédés et les services."*

Plusieurs membres du Comité ont estimé que cette modification pourrait constituer un changement de fond car, bien que l'expression "code de bonne pratique" fût définie dans le Guide ISO/CEI, le terme "procédés" n'était défini ni dans le Guide ni dans l'Accord OTC. Ces membres ont donc exprimé des doutes concernant l'interchangeabilité des deux expressions. Le Comité est convenu d'ajourner l'examen de cette proposition jusqu'à ce que soient achevés les débats concernant la question des PMP

qui avait été soulevée à propos de l'amélioration, de la clarification et de l'extension de l'Accord dans le contexte des négociations du Cycle d'Uruguay (TBT/M/27 et 28).

#### Négociations du Cycle d'Uruguay

119. En mars 1987, lors de la première réunion du Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM (GN8), les Etats-Unis ont proposé la tenue de négociations visant entre autres à préciser le champ d'application de l'Accord OTC par rapport aux PMP (MTN.GNG/NG8/W/1 et NG8/1). Comme il a été indiqué plus haut, l'essentiel du débat sur cette question s'est déroulé par la suite au sein du Comité des obstacles techniques au commerce, qui faisait rapport régulièrement au GN8, lequel était officiellement chargé de négocier les modifications à l'Accord.

120. En février 1988, les Etats-Unis ont présenté un projet de proposition visant à modifier la définition du terme "spécification technique" ainsi que l'article 14.25 de l'Accord (MTN.GNG/NG8/W/24)<sup>36</sup>:

#### "Spécification technique"

*Spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les propriétés d'emploi, la qualité, la sécurité ou les dimensions. Elle peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage, les procédés, les conditions de croissance et les méthodes de production.*

#### Article 14.25

*Les procédures de règlement des différends énoncées ci-dessus pourront être invoquées dans les cas où une Partie estimerait que des avantages découlant du présent accord seraient annulés ou compromis par l'élaboration de prescriptions fondées sur des procédés et des méthodes de production plutôt que sur les caractéristiques des produits."*

121. Les Etats-Unis ont déclaré que leur proposition étendrait aux spécifications techniques fondées sur des PMP toutes les grandes disciplines de l'Accord. Le fait que les PMP n'étaient pas pleinement assujettis aux dispositions de l'Accord affaiblissait gravement son efficacité en soustrayant à ses disciplines une masse croissante de règlements. La proposition visait non pas à décourager l'utilisation des PMP mais à éliminer les obstacles au commerce des produits industriels et des produits agricoles pouvant résulter de prescriptions fondées sur des PMP. Soumettre pleinement aux dispositions de l'Accord les prescriptions fondées sur des PMP renforcerait l'Accord et lui permettrait de réduire plus efficacement les obstacles techniques au commerce qui étaient arbitraires ou non nécessaires (MTN.GNG/NG8/6). Au Comité des obstacles techniques au commerce, les Etats-Unis ont fourni d'autres précisions sur leur proposition en indiquant qu'il serait nécessaire, en temps opportun, d'aborder la question de la définition de l'expression "PMP", qu'il pourrait y avoir lieu de supprimer purement et simplement l'article 14.25 au lieu de le modifier, et que l'objectif n'était pas d'établir une préférence en faveur de l'élaboration de spécifications techniques fondées sur les caractéristiques des produits plutôt que sur des procédés et méthodes de production (TBT/M/27).

---

<sup>36</sup>Tel qu'il a été indiqué plus haut, toutes les propositions concernant la renégociation de l'Accord qui étaient présentées au GN8 étaient publiées également sous la cote TBT.

122. Commentant la proposition des Etats-Unis (MTN.GNG/NG8/6 et 8, TBT/M/28 et 29), certaines délégations ont exprimé leur préoccupation quant à la possibilité et à l'opportunité de rendre obligatoires dans le commerce international des prescriptions nationales fondées sur des PMP. Toutefois, l'idée d'élargir le champ d'application de l'Accord OTC de manière à faire en sorte que les mesures fondées sur des PMP ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce a reçu beaucoup d'appuis. Bon nombre ont estimé que la prescription devait être assujettie aux dispositions de l'Accord lorsqu'une Partie choisissait de fonder une prescription sur des PMP plutôt que sur les caractéristiques des produits en vue d'atteindre un objectif particulier, et que cela constituait un obstacle technique au commerce.

123. Le point de vue selon lequel l'article 14.25 n'offrait pas un point de départ adéquat pour examiner plus avant l'élargissement du champ d'application de l'Accord de manière à inclure les mesures fondées sur des PMP était largement partagé. On a fait remarquer que le fonctionnement de l'Accord s'était révélé insatisfaisant parce que les Parties n'avaient pas réussi à s'entendre sur son application. Certains participants ont estimé que le contournement des obligations de l'Accord par le recours à des mesures fondées sur des PMP était une question secondaire par rapport à la nécessité d'indiquer bien clairement que les dispositions de fond de l'Accord s'appliquaient aux PMP. Quelques-uns croyaient aussi que le maintien de cette disposition pourrait entraîner l'établissement d'une hiérarchie en vertu de laquelle les prescriptions qui prendraient la forme de PMP ne seraient utilisées que dans des cas résiduels, lorsqu'il ne serait pas possible d'utiliser des prescriptions liées aux caractéristiques du produit.

124. La formule suggérée dans la proposition des Etats-Unis pour modifier la définition de "spécification technique" a réuni plus d'appuis, mais des participants ont dit douter que cette modification suffise à elle seule à élargir les dispositions de l'Accord aux PMP de manière satisfaisante. Ils ont estimé en particulier qu'il serait nécessaire de prévoir des dispositions distinctes en matière d'évaluation de la conformité, de manière à faire en sorte que la détermination de la conformité par rapport à des mesures fondées sur des PMP ne crée pas elle-même d'obstacles non nécessaires au commerce. D'autres ont estimé que l'Accord ne devrait permettre le recours à des mesures fondées sur des PMP que dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il n'était pas possible de rédiger les prescriptions en fonction des caractéristiques du produit (TBT/M/28).

125. Plusieurs participants ont estimé qu'il fallait définir clairement les PMP si on voulait qu'ils soient assujettis aux dispositions de l'Accord; en janvier 1989, les Etats-Unis ont présenté une proposition préliminaire intitulée "Définitions suggérées en ce qui concerne les procédés et méthodes de production" (TBT/W/108/Add.1):

*"1. Procédé ou méthode de production (PMP):*

*Une ou plusieurs actions programmées, dans une série de conditions ou d'opérations (par exemple mécaniques, électriques, chimiques, d'inspection, d'essai) grâce auxquelles une matière ou un produit passe d'un stade à son état final. Les PMP comprennent les conditions de croissance ainsi que les traitements contrôlés qui soumettent les matières ou les produits à l'influence d'un ou de plusieurs types d'énergie (par exemple humaine, animale, mécanique, électrique, chimique, thermique), selon ce qui est nécessaire pour obtenir la réaction, la modification, le résultat ou la propriété d'emploi voulus.*

*2. Norme PMP (ou disposition relative aux PMP dans une norme de produit ou de procédé):*

*Norme ou disposition qui spécifie le procédé ou la méthode de production à utiliser à un ou plusieurs stades de la conception, de la fabrication, de la livraison, de l'installation, du traitement ou de l'utilisation du matériel, des structures ou des produits, ou qui spécifie les méthodes ou conditions selon lesquelles un produit doit être cultivé ou élevé. Des essais ou*

*la certification de conformité avec ces méthodes, plutôt que les caractéristiques du produit final, sont indispensables dans le cadre d'une ou de plusieurs phases du procédé."*

D'après les comptes rendus, cette proposition a été peu débattue (TBT/M/30 et 31).

126. A cette époque, l'un des participants a exprimé une réserve de nature générale qui a souvent été entendue pendant le débat qui s'est ensuivi au Comité des obstacles techniques au commerce sur l'extension du champ d'application de l'Accord aux PMP, à savoir que c'était dans le secteur agricole qu'on avait traditionnellement eu recours à des prescriptions fondées sur des PMP et qu'il serait donc plus important de débattre de toute cette question au sein du Groupe de négociation sur l'agriculture (GN5), dans le cadre de l'élaboration de règles sur le recours aux mesures sanitaires et phytosanitaires. D'autres participants ont reconnu qu'il était important de débattre au sein du GN5 des prescriptions agricoles qui étaient fondées sur des PMP, mais ils ont estimé que cela n'empêchait pas de débattre aussi de cette question dans le contexte de l'Accord OTC. Ils avaient le sentiment que les ajustements qui seraient éventuellement nécessaires pour garantir la conformité avec les résultats du débat qui aurait eu lieu au sein du GN5 pourraient être faits en temps opportun.

127. En novembre 1989, la Nouvelle-Zélande a présenté une nouvelle proposition visant à assujettir les PMP à l'Accord et à mieux définir le champ d'application de ce dernier (MTN.GNG/NG8/W/58). Le dispositif suivant était proposé:

*"1. Annexe 1.1*

*La définition de la spécification technique serait modifiée comme suit:*

*Spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriétés d'emploi, la sécurité, les dimensions. Elle peut comprendre ou comporter exclusivement des prescriptions applicables à un produit en ce qui concerne la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essai, l'emballage, le marquage ou l'étiquetage.*

*Elle peut aussi comprendre des procédés et méthodes de production dans la mesure où ils sont nécessaires pour obtenir les caractéristiques requises d'un produit.*

*Cette définition a pour objet de préciser que les procédés et méthodes qui doivent être utilisés pour la production d'un produit sont visés par l'Accord. Les produits assujettis aux dispositions de l'Accord sont définis à l'article 1.3, qui ne nécessite aucune modification.*

*Une définition distincte de "procédé et méthode de production" pourrait aussi être incorporée dans l'annexe 1, et servirait la suivante:*

*Moyens par lesquels, ou conditions dans lesquelles, un produit parvient à son état final.*

*La Nouvelle-Zélande ne pense pas qu'une définition soit absolument nécessaire, mais reconnaît que plusieurs participants y sont favorables. Elle n'a pas d'objection particulière à la définition proposée par les Etats-Unis, mais en préférerait une plus générale et plus simple, car il ne semble pas y avoir de grand désaccord sur ce qui constitue un procédé et une méthode de production.*

2. Article 2.4

*Cet article serait modifié comme suit:*

*Toutes les fois que cela sera approprié, les Parties définiront les règlements techniques ou les normes en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives, ou des procédés et méthodes de production.*

*Ainsi, les PMP deviendrait le troisième élément de la hiérarchie des types de règlements ou de normes. En donnant la préférence à d'autres types, on découragera l'utilisation arbitraire des PMP lorsqu'un autre type peut être employé. Il pourrait y avoir des cas où un PMP conviendrait mieux qu'un autre type de norme même lorsque l'un ou l'autre pourrait être utilisé. Il appartiendrait à la partie qui impose ce PMP d'expliquer, sur demande, pourquoi il était approprié en l'espèce. Un exemple typique serait le cas où l'on ne connaît pas de méthodes d'essai adéquates, ou celui où ces méthodes sont inapplicables, par exemple en matière d'irradiation des aliments ou de cuves sous pression.*

3. Nouvel article 5.2 BIS

*Les Parties feront en sorte que, pour la détermination de la conformité à des règlements techniques ou à des normes fondés sur des procédés et méthodes de production, les institutions de leur gouvernement central acceptent aussi les PMP qu'utilisent les Parties exportatrices et qui diffèrent des leurs, à la condition qu'elles aient la certitude que les PMP qu'utilisent les Parties exportatrices offrent des garanties équivalentes du point de vue des objectifs des règlements techniques ou des normes. Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central mettent tout en oeuvre pour arriver, par voie de consultation, à un accord au sujet de la conformité ou de l'équivalence des PMP. A cet effet, les Parties exportatrices mettront à la disposition des Parties importatrices tous les renseignements pertinents et veilleront à leur assurer un accès suffisant aux installations dont elles ont besoin à cet égard.*

*Il est reconnu dans ce paragraphe que, pour réduire au minimum le risque de créer des obstacles injustifiés au commerce, les Parties devraient, lorsqu'elles utilisent des règlements/normes fondés sur des PMP, être disposées à accepter des PMP dont on peut démontrer que, s'ils ne sont pas identiques aux leurs, ils sont tout aussi efficaces pour la réalisation des objectifs du règlement ou de la norme fondé sur des PMP. Ces objectifs seraient bien entendu ceux qui sont légitimes aux termes de l'accord.*

4. Article 14.25: Serait supprimé

*Comme il ne serait plus possible de tourner les dispositions de l'accord en élaborant simplement un règlement ou une norme fondé sur un PMP, cette disposition spécifique sur le règlement des différends deviendrait superflue. Les PMP seraient assujettis à cet égard aux mêmes dispositions que les autres règlements ou normes."*

128. Lorsqu'elle a présenté sa proposition (MTN.GNG/NG8/14 et TBT/M/33), la Nouvelle-Zélande a ajouté que les disciplines de fond de l'Accord telles que la transparence, le traitement national et l'utilisation de normes internationales valaient également pour les mesures qui étaient fondées sur des PMP. Des dispositions spécifiques concernant les PMP seraient nécessaires au sujet de la détermination de la conformité, pour laquelle il faudrait compter sur la coopération du pays exportateur, les procédures d'essai prévues à l'article 5.1 ne pouvant être appliquées, étant donné la nature des PMP. Le principe

d'équivalence était nécessaire pour permettre aux Parties exportatrices de se conformer au règlement ou à la norme qui se fondait sur des PMP en utilisant des PMP qui n'étaient peut-être pas identiques, mais qui avaient un effet équivalent.

129. La proposition de la Nouvelle-Zélande, notamment l'objectif qu'elle poursuivait et l'introduction du principe d'équivalence pour les mesures fondées sur des PMP, a reçu un appui considérable tant au sein du GN8 que du Comité des obstacles techniques au commerce, quoiqu'un participant ait continué à exprimer des réserves concernant la poursuite de l'examen de cette question dans le contexte de l'Accord OTC tant et aussi longtemps que le GN5 examinait encore la question des mesures fondées sur des PMP (TBT/M/33, 34, 35 et 36).

130. Trois aspects de la proposition de la Nouvelle-Zélande ont mérité une attention particulière.

i) Les définitions figurant à l'annexe 1 de l'Accord

131. La Nouvelle-Zélande a expliqué que la modification de la définition du terme "spécification technique" n'avait pas pour but d'inclure toutes les sortes de PMP, mais uniquement ceux qui étaient nécessaires pour garantir certains objectifs légitimes concernant la qualité d'un produit final, telle que sa résistance, sa pureté ou sa sécurité. Des PMP prescrits à des fins religieuses, par exemple, n'avaient aucun effet direct sur la qualité ni sur les caractéristiques finales d'un produit; ils ne seraient donc pas visés. De nombreux participants ont indiqué qu'ils appuyaient l'objectif poursuivi par cette proposition, mais certains ont estimé qu'il fallait retravailler la phrase "Elle peut comprendre des procédés et méthodes de production dans la mesure où ils sont nécessaires pour obtenir les caractéristiques requises d'un produit" afin de préciser cet objectif.

132. Un participant a estimé que le recours à des mesures fondées sur des PMP devrait être examiné dans un contexte plus large, tant du point de vue des différents problèmes soulevés par les PMP relatifs aux produits agricoles et aux produits industriels que du point de vue du recours à certains PMP qui s'appuyaient sur des concepts comme la protection de l'environnement, l'ordre social ou la santé et la sécurité des travailleurs.

133. En juin 1990, les pays nordiques ont présenté une nouvelle proposition (MTN.GNG/NG8/W/79) concernant le libellé des définitions de l'Accord, qui tenait compte du projet d'amendement du Guide ISO/CEI 2. Elle prévoyait, entre autres choses, que pour les besoins de l'Accord, il y aurait des exceptions à l'application des définitions de l'ISO/CEI:

*"a) Les services (et les processus) seront exclus du champ des définitions.*

*b) Pour le terme "norme", la définition suivante sera d'application.*

*Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits (des procédés et méthodes de production), dont l'observation n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit donné."*

ii) Article 2.4 de l'Accord

134. La proposition de la Nouvelle-Zélande (MTN.GNG/NG8/W/58) visant à modifier l'article 2.4 de l'Accord a été accueillie avec le plus grand intérêt en raison de la hiérarchie qu'elle établissait entre les divers types de spécifications techniques. De l'avis d'un représentant, les arguments avancés pour

justifier l'établissement d'une hiérarchie entre les divers types de prescriptions n'étaient pas évidents et il serait difficile de défendre une telle position. D'autres ont fait observer que la notion de hiérarchie ne devait pas ôter la possibilité de recourir à des mesures fondées sur des PMP, qui avaient une importance croissante dans les domaines de la production et du commerce des produits industriels, en particulier des produits de haute technologie, et qui, dans certains cas, constituaient non pas la meilleure, mais bien la seule façon de réglementer la qualité des produits. D'une manière générale, les prescriptions fondées sur les caractéristiques des produits étaient toutefois préférables aux prescriptions fondées sur des PMP, car elles avaient en principe moins d'effets de restriction sur le commerce. Les principales raisons avancées étaient les suivantes: la détermination de la conformité avec des prescriptions fondées sur les caractéristiques des produits pouvait être effectuée aussi bien dans le pays importateur que dans le pays exportateur, tandis que la conformité avec des prescriptions fondées sur des PMP ne pouvait être évaluée que sur le lieu de production, ce qui rendait ce type d'évaluation onéreux; d'après les pratiques suivies aux niveaux national et international en matière de normalisation, les spécifications techniques étaient fondées sur les caractéristiques des produits plutôt que les PMP, sauf dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'il était impossible d'atteindre l'objectif visé par la prescription en se fondant sur les caractéristiques des produits; les règlements fondés sur des PMP pouvaient limiter le choix des fournisseurs étrangers en matière de technologie et les contraindre à utiliser une technologie ou une méthode d'une qualité ou d'une efficacité moindre, ce qui limitait leur capacité d'adopter des moyens de production plus compétitifs au niveau des coûts ou d'atteindre certains objectifs relatifs à la qualité des produits.

135. En avril 1990, les pays nordiques ont proposé un nouvel énoncé pour l'article 2.4 dans lequel la question de la hiérarchie était liée aux effets de restriction sur le commerce de la mesure choisie (TBT/W/143):

*"Dans l'élaboration de règlements techniques, lorsqu'elles auront à choisir entre diverses façons de présenter les prescriptions nécessaires (suivant les propriétés d'emploi, le marquage ou la conception d'un produit, ou suivant les procédés et méthodes de production), les Parties feront en sorte de retenir celles qui ont le moins d'effets de restriction sur le commerce, sauf lorsque cela n'est pas faisable pour des raisons techniques ou économiques."*

Présentant leur proposition, les pays nordiques ont dit qu'elle donnait aux Parties une marche à suivre suffisante pour élaborer des règlements techniques qui faussaient le moins les échanges et leur offrait de la souplesse dans le choix du type des règlements techniques (TBT/M/37). Si une Partie exportatrice estimait que la spécification utilisée n'était pas celle qui faussait le moins les échanges, elle devrait avoir la possibilité d'engager des consultations avec la Partie importatrice. Si un différend surgissait, il appartiendrait à la Partie exportatrice de démontrer qu'une méthode moins restrictive pour définir le règlement technique en question existait et qu'elle était applicable également du point de vue économique et technique.

136. Si certaines délégations ont estimé que la proposition des pays nordiques était plus souple dans sa façon d'aborder les mesures fondées sur des PMP et donc plus réaliste que la proposition néo-zélandaise, il a également été constaté, avec inquiétude, que cette approche impliquait des jugements techniques et des jugements économiques et commerciaux qui pouvaient rendre les dispositions de l'article 2.4 moins objectives.

137. Le Comité a continué d'examiner la question du "caractère le moins restrictif pour le commerce" des mesures dans le cadre des modifications à apporter à l'article 2 de l'Accord. Par exemple, en mai 1990, le Canada a présenté une nouvelle version de l'article 2.1 (MTN.GNG/NG8/W/77) visant à ce que les règlements techniques et les normes, y compris ceux qui étaient fondés sur des PMP, ne



créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce. La proposition canadienne contenait un élément, reproduit ci-après, qui semblait traiter directement de la question des mesures fondées sur des PMP:

*"En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:*

*2.1 Les Parties feront en sorte que les règlements techniques et les normes ne soient ni élaborés, ni adoptés, ni appliqués en vue de créer des obstacles au commerce international. En outre, en ce qui concerne ces règlements techniques ou normes, elles appliqueront aux produits importés en provenance du territoire de toute Partie un traitement non moins favorable que celui qui est appliqué aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays. Elles feront en sorte également que ni les règlements techniques ou normes proprement dits, ni leur application, n'aient pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Ce faisant, les Parties veilleront, entre autres choses, à ce que les règlements techniques et les normes, ainsi que les modifications qui y seront apportées:*

*2.1.4 ne soient pas appliqués de manière à affecter des produits importés qui sont originaires de zones géographiques où le problème qu'ils visent à résoudre ne se pose pas, ou destinés à des secteurs d'activité ou de consommation où le problème n'existe pas;"*

Il n'existe aucun compte rendu de l'examen de cet aspect de la proposition canadienne ayant trait aux mesures fondées sur des PMP (TBT/M/38); l'élaboration de disciplines visant à éviter les obstacles non nécessaires au commerce, comme l'application proportionnelle et dégressive des règlements techniques et des normes, a continué sans qu'il soit fait expressément mention des mesures fondées sur des PMP.

iii) Evaluation de la conformité

138. La proposition néo-zélandaise (MTN.GNG/NG8/W/58) visant à introduire dans l'Accord de nouvelles dispositions relatives à l'évaluation de la conformité qui concerneraient spécifiquement les prescriptions fondées sur des PMP a été bien accueillie. Plusieurs participants ont estimé que les questions touchant à l'évaluation de la conformité étaient étroitement liées à la notion de PMP et à leur traitement dans l'Accord, et que le principe d'équivalence était important dans le cadre de l'évaluation de la conformité des produits avec des mesures fondées sur des PMP.

139. De décembre 1989 à mai 1990, de nouvelles dispositions ont été élaborées au sujet des procédures d'évaluation de la conformité et de la reconnaissance de l'évaluation de la conformité. Certaines des propositions faites à ce chapitre étaient visiblement conçues pour prendre en compte l'évaluation de la conformité des produits avec des normes fondées sur des PMP. La proposition présentée par les Etats-Unis (MTN.GNG/NG8/W/52/Rev.1) en février 1990 concernant les procédures d'homologation des produits comportait une référence directe aux mesures fondées sur des PMP, puisqu'elle appelait les Parties à ménager un intervalle raisonnable entre la publication des prescriptions concernant l'homologation des produits et leur entrée en vigueur, "afin de laisser aux producteurs des pays exportateurs, et en particulier des pays en développement, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux prescriptions du pays importateur". Il semble toutefois qu'à cette époque les participants préféraient élargir le champ d'application de l'Accord aux mesures fondées sur des PMP en modifiant les définitions de règlement technique, norme et évaluation de la conformité figurant à l'annexe de l'Accord plutôt qu'en touchant directement au corps même du texte comme l'avait proposé la Nouvelle-Zélande. Par exemple, une proposition des pays nordiques (MTN.GNG/NG8/W/50) relatives aux procédures d'essai et d'inspection, présentée en août 1989, comportait une définition provisoire

d'"évaluation de la conformité" qui était rédigée comme suit: "examen systématique de la capacité d'un produit, d'un procédé ou d'un service à satisfaire à des prescriptions déterminées". Une proposition de la CE concernant les procédures d'évaluation de la conformité, en date de mars 1990, (MTN.GNG/NG8/W/72) concernait exclusivement les prescriptions applicables aux produits et excluait expressément les mesures fondées sur des PMP, la question du traitement de ces mesures devant être réglée dans le cadre de discussions distinctes.

#### Préparation du texte de l'Accord OTC présenté à Bruxelles

140. Comme il a été indiqué plus haut, le Président du GN8 a distribué un projet d'accord OTC en juillet 1990 (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3). A ce stade, plusieurs aspects du projet étaient déjà assez bien avancés, mais la plupart des questions relatives au traitement des mesures fondées sur des PMP dans l'Accord étaient encore en suspens et les propositions initiales qui avaient été faites à leur sujet étaient reproduites dans le texte.

141. Le Président avait indiqué ce qui suit dans une note introductive: "Les passages en caractères **gras** signalent les points sur lesquels il y a une large convergence de vues, sans préjuger de leur acceptation finale par tout participant. Toutefois, il est à noter que, bien que la grande majorité des participants y soit favorable, parfois avec des points de vue différents, ... une autre délégation a réservé sa position quant à l'élargissement de l'Accord aux procédés et méthodes de production. Les passages en caractères normaux signalent les points où il y a des divergences, parfois fondamentales, ou qui appellent de plus amples travaux."

142. Les passages pertinents de ce projet d'accord étaient rédigés comme suit:

#### **"Article 2** *Elaboration, adoption et application de règlements techniques par des institutions du gouvernement central*

##### ***En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:***

**2.2** *Les Parties feront en sorte que les règlements techniques ne soient ni élaborés, ni adoptés, ni appliqués en vue de créer des obstacles non nécessaires au commerce international ou qu'ils n'aient pas pour effet de créer de tels obstacles. Ce faisant, les Parties veilleront, entre autres choses, à ce que les règlements techniques:*

*2.2.4 ne soient pas appliqués de manière à affecter des produits qui sont originaires de zones géographiques où le problème qu'ils visent à résoudre ne se pose pas, ou destinés à des secteurs d'activité ou de consommation où le problème n'existe pas;*

**2.5** *Toutes les fois que cela sera approprié, les Parties définiront les règlements techniques en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives.*

*2.5 Toutes les fois que cela sera approprié, les Parties définiront les règlements techniques ou les normes en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives, ou des procédés et méthodes de production.*

**2.9** *Sauf dans les circonstances d'urgence visées à l'article 2, paragraphe 6, les Parties ménageront un délai raisonnable entre la publication d'un règlement technique et sa mise en vigueur, afin de laisser aux producteurs établis dans les pays exportateurs, en particulier*

*dans les pays en voie de développement, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences du pays importateur.*

**Article 4      *Elaboration, adoption et application de normes***

*En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:*

**Article 4bis**

*Toutes les fois qu'une Partie aura conclu un accord avec une autre Partie portant sur des questions relatives aux normes et aux règlements techniques (y compris les procédés et méthodes de production) et qui sont susceptibles d'influer de manière notable sur les échanges commerciaux, l'une au moins des parties à l'accord notifiera aux autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat du GATT, les produits qui seront visés par l'accord, en décrivant brièvement l'accord. Les Parties concernées sont encouragées à engager, sur demande, des consultations avec d'autres Parties aux fins de conclure des accords similaires ou d'assurer leur participation à ces accords.*

**Article 5      *Conformité aux règlements techniques et aux normes***

*5.8 Sauf dans les circonstances d'urgence visées à l'article 5, paragraphe 6, les Parties ménageront un délai raisonnable entre la publication des prescriptions concernant les procédures d'évaluation de la conformité et leur mise en vigueur, afin de laisser aux producteurs établis dans les pays exportateurs, en particulier dans les pays en voie de développement, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences du pays importateur.*

**Article 6      *[Reconnaissance de l'évaluation de la conformité]***

*Les Parties feront en sorte que, pour l'évaluation de la conformité à des règlements techniques ou à des normes fondés sur des procédés et méthodes de production, les institutions de leur gouvernement central acceptent aussi les PMP qu'utilisent les Parties exportatrices et qui diffèrent des leurs, à la condition qu'elles aient la certitude que les PMP qu'utilisent les Parties exportatrices offrent des garanties équivalentes du point de vue des objectifs des règlements techniques ou des normes. Les Parties feront en sorte que les institutions de leur gouvernement central mettent tout en oeuvre pour arriver, par voie de consultation, à un accord au sujet de la conformité ou de l'équivalence des PMP. A cette fin, les Parties exportatrices faciliteront la communication de renseignements pertinents aux Parties importatrices. Elles faciliteront aussi l'exécution d'inspections et de contrôles par sondage sur leur territoire par les Parties importatrices lorsqu'il sera nécessaire d'y procéder à cet effet.*

*6.1 Les Parties sont encouragées à:*

*6.1.2 accepter les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres Parties, même lorsque ces procédures diffèrent des leurs, à la condition qu'elles offrent une assurance, équivalente aux leurs, de la conformité du produit aux règlements techniques ou aux normes applicables.*

## ANNEXE 1

### TERMES ET DEFINITIONS POUR LES BESOINS SPECIFIQUES DE L'ACCORD

1. *Lorsqu'ils sont utilisés dans le présent accord, les termes indiqués dans la cinquième édition du Guide ISO/CEI 2 - Termes généraux et leurs définitions concernant la normalisation et les activités connexes, et dans l'amendement audit Guide, adopté le ... 1990, ont le même sens que celui qui leur est donné dans les définitions dudit Guide et dans son amendement, excepté pour ce qui suit.*

1.1 *Les services [et les procédés] seront exclus du champ des définitions.*

1.2 Norme

*Pour le terme "norme", la définition suivante sera d'application.*

*Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits (des procédés et méthodes de production), dont l'observation n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit donné.*

Note explicative:

*Les termes définis dans le Guide ISO/CEI 2 visent les produits, procédés et services. Le présent accord traite seulement des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité se rapportant à des produits (procédés et méthodes de production). Les normes définies par le Guide ISO/CEI 2 peuvent être obligatoires ou volontaires. Aux fins du présent accord, les normes sont définies comme étant des documents volontaires et les règlements techniques des documents obligatoires. Les normes élaborées par la communauté internationale à activité normative sont fondées sur un consensus. Le présent accord vise également des documents qui ne sont pas fondés sur un consensus.*

Règlements techniques  
(à élaborer)

Procédés et méthodes de production

*Moyens par lesquels ou conditions dans lesquelles un produit parvient à son état final.*

*Une ou plusieurs actions programmées, dans une série de conditions ou d'opérations (par exemple mécaniques, électriques, chimiques, d'inspection, d'essai) grâce auxquelles une matière ou un produit passe d'un stade à son état final. Les PMP comprennent les conditions de croissance ainsi que les traitements contrôlés qui soumettent les matières ou les produits à l'influence d'un ou de plusieurs types d'énergie (par exemple humaine, animale, mécanique, électrique, chimique, thermique), selon ce qui est nécessaire pour obtenir la réaction, la modification, le résultat ou la propriété d'emploi voulus.*

Norme PMP (ou disposition relative aux PMP dans une norme de produit ou de procédé)

*Norme ou disposition qui spécifie le procédé ou la méthode de production à utiliser à un ou plusieurs stades de la conception, de la fabrication, de la livraison, de l'installation, du traitement ou de l'utilisation du matériel, des structures ou des produits, ou qui spécifie les méthodes ou conditions selon lesquelles un produit doit être cultivé ou élevé. Des essais ou la certification de conformité avec ces méthodes, plutôt que les caractéristiques du produit final, sont indispensables dans le cadre d'une ou de plusieurs phases du procédé."*

2.6 Procédure d'évaluation de la conformité

*Toute procédure utilisée pour déterminer, directement ou indirectement, que les prescriptions pertinentes de règlements techniques ou de normes sont satisfaites.*

Note: *Les procédures d'évaluation de la conformité comprennent, entre autres choses, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de contrôle; d'évaluation, de vérification et d'assurance de la conformité; d'enregistrement, d'accréditation et d'homologation ainsi que leurs combinaisons.*

*Procédure d'évaluation de la conformité*

*Toute procédure technique utilisée, directement ou indirectement, pour donner une assurance positive qu'un produit est conforme aux règlements techniques ou aux normes applicables.*

Note explicative:

*Aux fins du présent accord, les procédures possibles d'évaluation de la conformité ou leurs éléments sont, entre autres choses, une déclaration de conformité émise par le fabricant en ce qui concerne le produit ou le système d'assurance de la qualité (système qualité) utilisé; la communication ou la disponibilité de renseignements concernant le produit ou le système qualité utilisé; l'essai et le contrôle du produit ou du système qualité utilisé; la certification du produit ou l'enregistrement du système qualité utilisé; l'apposition d'une marque de conformité; l'accréditation (agrément) des laboratoires d'essais, des organismes de contrôle, ou des organismes de certification; l'homologation du type, l'homologation du lot, ou l'homologation unitaire du produit, ou l'homologation du système qualité utilisé; de bonnes pratiques aux stades de la fabrication, des essais en laboratoires et des tests cliniques."*

143. Le GN8 s'est réuni de manière informelle en septembre et en octobre et, le 30 octobre 1990, il a présenté son projet final d'Accord OTC au Groupe de négociation sur les marchandises pour que celui-ci le soumette à la Réunion ministérielle de Bruxelles (MTN.GNG/NG8/W/83/Add.3/Rev.1). Il a recensé alors un certain nombre de questions en suspens qui devaient, à son avis, être résolues au cours de nouvelles consultations informelles. Les mesures fondées sur des PMP n'étaient pas mentionnées.

144. Dans le projet présenté à la Réunion de Bruxelles, la plupart des références directes aux mesures fondées sur des PMP avaient été éliminées du corps du texte, mais elles avaient été maintenues dans les définitions. Sont reproduits ci-après les passages de l'Accord figurant dans le projet d'Acte final de 1990, qui paraissent présenter un intérêt compte tenu des négociations antérieures et ultérieures:

*"Article 2: Elaboration, adoption et application de règlements techniques par des institutions du gouvernement central*

*En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:*

2.7 *Les Parties envisageront de manière positive d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Parties, même si ces règlements diffèrent des leurs, à la condition qu'elles aient la certitude que ces règlements remplissent de manière adéquate les objectifs de leurs propres règlements.*

2.8 *Toutes les fois que cela sera approprié, les Parties définiront les règlements techniques sur la base des prescriptions relatives au produit en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives.*

2.12 *Sauf dans les circonstances d'urgence visées à l'article 2, paragraphe 10, les Parties ménageront un délai raisonnable entre la publication d'un règlement technique et sa mise en vigueur, afin de laisser aux producteurs établis dans les Parties exportatrices, en particulier dans les Parties en développement, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences de la Partie importatrice.*

*Article 5: Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions du gouvernement central*

5.9 *Sauf dans les circonstances d'urgence visées à l'article 5, paragraphe 7, les Parties ménageront un délai raisonnable entre la publication des prescriptions concernant les procédures d'évaluation de la conformité et leur mise en vigueur, afin de laisser aux producteurs établis dans les Parties exportatrices, en particulier dans les Parties en développement, le temps d'adopter leurs produits ou leurs méthodes de production aux exigences de la Partie importatrice.*

*Article 6: Reconnaissance de l'évaluation de la conformité par des institutions du gouvernement central*

*En ce qui concerne les institutions de leur gouvernement central:*

6.1 *Sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphes 3 et 4, les Parties feront en sorte, toutes les fois que cela sera possible, que les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres Parties soient acceptés, même lorsque ces procédures diffèrent des leurs, à la condition qu'elles aient la certitude que lesdites procédures offrent une assurance de la conformité aux règlements techniques et aux normes applicables équivalente à leurs propres procédures."*

## ANNEXE 1

### TERMES ET DEFINITIONS POUR LES BESOINS SPECIFIQUES DE L'ACCORD

#### *1. Règlement technique*

*Document qui énonce les caractéristiques de produits, procédés et méthodes de production, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés.*

#### *2. Norme*

*Pour le terme "norme", la définition suivante sera d'application:*

*Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits, procédés et méthodes de production, dont l'observation n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés.*

#### *Note explicative:*

*Les termes définis dans le Guide ISO/CEI 2 visent les produits, procédés et services. Le présent accord traite seulement des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité se rapportant à des produits, procédés et méthodes de production.*

#### *3. Procédures d'évaluation de la conformité*

*Toute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les prescriptions pertinentes de règlements techniques ou de normes sont respectées.*

#### *Note explicative:*

*Les procédures d'évaluation de la conformité comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et d'inspection; les procédures d'évaluation, de vérification et d'assurance de la conformité; les procédures d'enregistrement, d'accréditation et d'homologation; et leurs combinaisons.*

### Phase finale des négociations

145. Des consultations ont eu lieu en octobre 1991 sous l'égide du Groupe de négociation sur l'établissement de règles au sujet des nouvelles modifications à apporter au texte de l'Accord OTC présenté à Bruxelles. En ce qui concerne les mesures fondées sur des PMP, ces consultations ont exclusivement porté sur les définitions figurant à l'annexe 1 de l'Accord.

146. Pendant les consultations informelles d'octobre 1991, les participants ont examiné la question de l'application de l'Accord aux mesures fondées sur des PMP. Une proposition du Mexique visant

à préciser si les mesures fondées sur des PMP étaient couvertes par les définitions de "règlement technique" et de "norme" a été adoptée et, à l'issue de nouvelles discussions, il a été convenu que les mots "ou des ... connexes" seraient introduits dans l'expression " ... produits, procédés et méthodes de production ..." à trois reprises dans le document de travail. En présentant sa proposition, le Mexique a bien précisé que l'on voulait exclure les PMP n'ayant aucun rapport avec les caractéristiques des produits du champ d'application de l'Accord. Les modifications correspondantes n'ont pas été apportées dans deux autres phrases des définitions où apparaissait cette même expression. Les définitions figurant dans le texte présenté en octobre 1991 au Groupe de négociation sur l'établissement de règles (MTN.GNG/RM/W/7) sont en partie reproduites ci-après:

1. Règlement technique

*Document qui énonce les caractéristiques de produits ou de procédés et de méthodes de production connexes, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés.*

2. Norme

*Pour le terme "norme", la définition suivante sera d'application:*

*Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés.*

Note explicative:

*Les termes définis dans le Guide ISO/CEI 2 visent les produits, procédés et services. Le présent accord traite seulement des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité se rapportant à des produits ou à des procédés et à des méthodes de production connexes.*

Il convient de noter que les participants ont élaboré ce texte en partant de l'hypothèse qu'il y aurait un accord distinct sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

147. Lors de consultations informelles qui ont eu lieu sous l'égide du Groupe de négociation sur l'établissement de règles en décembre 1991, le Mexique a proposé que les mots "se rapportant à ces produits" soient introduits dans la définition de "règlement technique". Selon le compte rendu de ces consultations le Mexique pensait que cette modification rendrait le texte plus clair et permettrait de faire en sorte que l'Accord ne concerne qu'un nombre limité de procédés et de méthodes de production. Cette modification a été introduite dans le texte de l'"Accord (1991) relatif aux obstacles techniques au commerce" reproduit sous la cote MTN.TNC/W/FA.

148. En avril-juin 1992, le Groupe de rédaction juridique s'est penché sur l'Accord OTC. Le Secrétariat avait préparé une note à son intention (note n° 940 en date du 10 juin 1992) qui contenait la suggestion suivante:



"Annexe 1, paragraphe 2 définition du terme "norme"

Il a été suggéré d'aligner cette définition sur celle de "règlement technique" du paragraphe 1 en remplaçant, à la deuxième ligne, les mots "ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes" par "ou des caractéristiques de produits ou des procédés et méthodes de production se rapportant à ces produits".

149. Dans la note informelle n° 941 du 10 juin 1992, le secrétariat a indiqué que, lors de réunions informelles tenues en avril et en mai 1992, le Groupe de rédaction juridique avait examiné les rectifications à apporter à l'Accord OTC et qu'un certain nombre de modifications avaient été adoptées. Il n'avait toutefois pas été question de modifier la définition de "norme".

150. Il n'est plus question d'autres débats à ce sujet jusqu'aux consultations informelles du 1er décembre 1993 qui ont porté sur les points non résolus du projet d'Acte final identifiés par le Groupe de rédaction juridique. A la fin de ces consultations, il restait encore trois points en suspens; l'un deux concernait une proposition du Mexique visant à aligner la définition de "norme" sur celle de "règlement technique". Toutes les délégations participant à ces consultations qui ont donné leur avis, sauf une, ont déclaré qu'elles étaient disposées à accepter la proposition du Mexique, laquelle représentait une amélioration pour le texte. Elles n'ont toutefois pas pu arriver à un consensus en ce qui concerne deux autres projets de modification présentés par les Etats-Unis et le texte est donc resté inchangé. Plusieurs délégations participant à ces consultations ont alors dit que, puisque la proposition du Mexique ne portait pas sur le fond, elles étaient disposées à laisser la question en suspens pour qu'elle soit traitée au cours du processus de rédaction juridique qui devait avoir lieu au début de 1994, après qu'un accord serait intervenu au sujet de l'Acte final.

151. D'autres consultations informelles ont eu lieu le 9 et du 11 au 14 décembre 1993 en vue d'arrêter la version définitive de l'Accord OTC. De nombreux participants ont indiqué qu'à ce stade des consultations ils n'étaient guère disposés à examiner une quelconque proposition de modification du texte. Une solution de compromis informelle concernant les trois points encore en suspens a été présentée pendant les consultations informelles du 11 décembre à un nombre limité de participants. Elle proposait, pour la définition de "norme", le libellé suivant:

*"Document approuvé par un organisme reconnu qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices, des caractéristiques de produits ou des procédés et méthodes de production se rapportant aux caractéristiques de produits, dont le respect n'est pas obligatoire."*

Cette solution de compromis n'a pas rencontré l'agrément des délégations et le libellé des "définitions" figurant à l'annexe 1 de l'Accord OTC qui avait été adopté en décembre 1991 et était reproduit dans le document MTN.TNC/W/FA a donc été repris dans le texte de l'Accord de l'OMC.